

TCHAD: VERS LE RETOUR DE LA GUERRE?

Rapport Afrique N°111 – 1^{er} juin 2006

TABLE DES MATIÈRES

SYNTHÈSE	i
I. INTRODUCTION	1
II. IDRISSE DÉBY: LA DÉMOCRATISATION MANQUÉE (1990-2006)	2
A. LA PRÉCAIRE INSTALLATION DU MULTIPARTISME	2
III. LA POURSUITE DES TROUBLES	4
IV. LA CONVERGENCE DE TROIS CRISES	6
A. LA CRISE SOCIALE / FISCALE DE L'ÉTAT	6
B. LA DIVISION DE L'ENTOURAGE PRÉSIDENTIEL.....	8
C. LA CRISE AU DARFOUR	11
V. LES OPPOSITIONS AU RÉGIME D'IDRISSE DÉBY	13
A. LES PARTIS POLITIQUES CIVILS AU TCHAD: LES GRANDS PERDANTS	13
B. LES PRINCIPAUX PARTIS ARMÉS	14
VI. LES ACTEURS EXTÉRIEURS	16
A. LES ÉTATS-UNIS	16
B. LA CHINE / TAÏWAN	17
C. LA FRANCE: UNE BASE MILITAIRE CONTRE UN SOUTIEN POLITIQUE?.....	17
D. L'INCONTOURNABLE LIBYE.....	19
VII. CONCLUSION	22
ANNEXES	
A. CARTE DU TCHAD	24
B. BRÈVE HISTOIRE POLITIQUE DU TCHAD DE L'AVANT INDÉPENDANCE JUSQU'À 1990	25
C. LISTE DES ACRONYMES	32
D. À PROPOS DE L'INTERNATIONAL CRISIS GROUP	34
E. RAPPORTS ET BRIEFINGS DE CRISIS GROUP SUR L'AFRIQUE	35
F. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CRISIS GROUP.....	37

TCHAD: VERS LE RETOUR DE LA GUERRE?

SYNTHÈSE

En Avril 2006, le Tchad a failli basculer à nouveau dans la guerre civile. Les opérations militaires menées par les différents groupes armés d'opposition et la réponse des forces gouvernementales ont créé une insécurité sur la zone frontalière avec le Soudan et la République centrafricaine. Bien que l'offensive menée par le Front uni pour le changement démocratique (FUCD) à partir de sa base arrière au Darfur jusqu'aux portes de la capitale Tchadienne se soit soldée par une victoire pour le président Déby, elle n'a véritablement rien réglé sur le front militaire et a souligné la grande faiblesse politique du régime. Le succès de la contre-offensive de l'armée Tchadienne était dû pour une part non-négligeable à l'aide cruciale en logistique et renseignements que lui fournirent ses alliés français du dispositif Épervier. Paradoxalement, cette défaite militaire pourrait inciter les mouvements armés d'opposition à se rapprocher les uns des autres et à débiter une guerre d'usure au nord, à l'est et à la frontière avec la République centrafricaine. La crise semble donc loin d'être résolue et pourrait s'installer dans la durée.

À quelques semaines de l'élection présidentielle, le Président Idriss Déby a dû faire face à des désertions spectaculaires parmi les officiers supérieurs de son armée et au sein de la classe dirigeante. Les tentatives de coup d'état et d'assassinats, tout comme l'incursion du mois d'avril du FUCD visaient à empêcher Déby de briguer un troisième mandat aux élections du 3 mai. Mais après le coup de force militaire qui avait secouru son régime en avril, Déby a emporté ce scrutin controversé dès le premier tour avec 64,67 pour cent des voix.¹ Ces résultats officiels sont toutefois remis en cause par la quasi-totalité des groupes d'opposition. Afin d'éviter un embrasement du Tchad, la France et la communauté internationale se sont toutefois empressées de reconnaître ces résultats, tout en annonçant qu'elles s'attendaient à voir Déby démocratiser son régime durant ce nouveau mandat.

La détérioration de la situation au Tchad n'est pas uniquement due, comme N'Djamena le prétend, au débordement de la crise du Darfour et à l'instrumentalisation par Khartoum de chefs de guerre tchadiens. Elle est également l'expression de la crise politique que traverse le régime semi-autoritaire d'Idriss Déby. La stratégie contre insurrectionnelle utilisée par Khartoum dans la guerre au Darfour, l'implication massive du Tchad, officielle et officieuse, dans ce conflit et l'absence d'espace politique ont abouti dans ce dernier pays à une expression par les armes des divergences politiques. Les liens de plus en plus profonds entre la guerre au Darfour et les affrontements au Tchad soulignent la convergence des deux crises et donc la difficulté croissante de les régler indépendamment l'une de l'autre.

L'arrivée d'Idriss Déby au pouvoir en 1990 augurait de nouveaux espoirs. La politique régionale de la Libye se normalisait et la fin de la guerre froide permettait l'émergence du multipartisme. Mais la culture de parti unique et la volonté de contrôler le champ politique ont eu raison des aspirations populaires exprimées lors de la Conférence nationale souveraine de 1993. Si le multipartisme existe, les institutions démocratiques ont été largement vidées de leurs sens. Les élections de 1996 et 1997 furent caractérisées par des fraudes, celles de 2001 et 2002 tournèrent à la farce.

Les seize années de pouvoir de Déby furent marquées par des tentatives de coups d'État et par des rébellions vite noyées dans le sang ou contenues par l'expulsion de ces groupes vers la République centrafricaine et le Soudan. Le Tchad a donc connu une paix relative mais jamais la réconciliation. Une remise à plat du contrat social aurait réduit le pouvoir des groupes dominants militairement et ouvert un processus politique incontrôlable par Idriss Déby.

La crise actuelle s'inscrit dans un triple contexte: une crise fiscale due au détournement systématique et à grande échelle des revenus de l'État, ce qui engendre une crise sociale sans précédent alors même que les revenus pétroliers devraient permettre à la population tchadienne de mieux vivre; une radicalisation des oppositions au sein des sphères dirigeantes liées à la succession d'Idriss Déby; et la guerre

¹ Les résultats provisoires annoncés par la Commission électorale nationale le 14 mai 2006 avançaient le chiffre de 77,53 pour cent. Voir les résultats définitifs des élections présidentielles du 3 mai 2006, Conseil constitutionnel du Tchad, 28 mai 2006.

du Darfour, devenue un conflit transnational à cause de l'implication massive d'officiels Zaghawa (l'ethnie du président) qui offrent aux dissidents darfouriens un sanctuaire et l'aide militaire nécessaire à leur combat.

Khartoum et N'Djamena ont parié sur leurs rébellions respectives et ont ainsi créé les conditions du conflit actuel. L'opposition armée tchadienne a rendu des services à Khartoum, alors que les insurgés darfouriens ont prêté main forte à l'armée tchadienne dans les combats d'avril dernier dans l'est et le sud du Tchad.

L'opposition armée tchadienne reste profondément divisée, et ce davantage par les personnalités qui la dirigent que sur les projets qu'elles proposent. En mai 2006, trois groupes semblaient significatifs. Le Front uni pour le changement démocratique, dirigé par Mahamat Nour, qui bénéficiait d'un appui soudanais fort. Les groupes Zaghawa dissidents, fédérés sous l'égide du Rassemblement des forces démocratiques (RAFD) et dirigés par Timan Erdimi, ancien directeur de cabinet de Déby. Enfin, le Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT), fondé en 1998, qui opère dans l'extrême nord à la frontière avec la Libye et est commandé par Mahamat Choua Dazi.

Plus d'une vingtaine d'autres groupes qui n'appartiennent pas à ces coalitions prétendent également être actifs sur le

terrain militaire mais semblent l'être surtout sur Internet. Cette opposition armée ne reflète toutefois que les aspirations de groupes minoritaires ou marginaux de la population. Un changement de régime par les armes, dans un tel contexte, n'apporterait aucune garantie de stabilisation et d'ouverture démocratique.

Le Tchad compte environ 70 partis politiques. Certains ont été créés de toute pièce par le pouvoir pour diviser ses opposants. Les plus importants sont réunis depuis 2002 au sein de la Coordination des partis politiques pour la défense de la constitution (CPDC). La société civile a aussi commencé à s'organiser, grâce aux mobilisations nationales et internationales autour de la question épineuse de la gestion des revenus pétroliers et autour du dossier des droits de l'homme; les syndicats jouent un rôle significatif. Il faudrait également citer une opposition civile en exil dont la représentativité ne peut être mesurée.

L'aspiration la plus partagée aujourd'hui par la population tchadienne est le retour de la sécurité (en particulier la fin du harcèlement par la police et les militaires à toute heure et en tout lieu) et un dialogue national qui permette une ouverture politique, le retour des oppositions armées (ou leur perte de légitimité) et des élections transparentes.

Nairobi/Bruxelles, le 1^{er} juin 2006

TCHAD: VERS LE RETOUR DE LA GUERRE?

I. INTRODUCTION

En l'espace d'un hiver, la guerre est à nouveau apparue comme un scénario possible de transition au Tchad. Le 13 avril 2006, la bataille faisait rage dans les faubourgs de la capitale, N'Djamena, et cet affrontement s'inscrivait déjà dans une longue liste d'opérations militaires menées par les oppositions armées ou les forces gouvernementales depuis le 18 décembre 2005.

De fait, depuis de long mois, l'insécurité était quotidienne sur une bonne partie de la zone frontalière avec le Soudan et la République centrafricaine, et affectait tant les camps de réfugiés soudanais que la population locale. Cette détérioration rapide de la situation n'est pas un simple débordement de la crise du Darfour ni uniquement le résultat de l'instrumentalisation par Khartoum de chefs de guerre tchadiens, comme les autorités à N'Djamena voudraient le faire croire. Elle renvoie également et de façon fondamentale à la crise politique que connaît le régime d'Idriss Déby, que l'on pourrait décrire comme l'épuisement d'un régime semi-autoritaire, incapable de passer la main ou de rebondir. Mais la guerre au Darfour, l'implication massive du Tchad, officielle et officieuse, dans celle-ci et l'absence d'espace politique au Tchad font que les contradictions politiques se sont militarisées.

Faut-il penser que l'histoire bégaie une fois de plus au Tchad? En effet, depuis l'indépendance, aucune transition ne s'y est déroulée selon les règles constitutionnelles: la violence et le factionnalisme armé ont toujours prévalu dans ces moments cruciaux et, avec eux, les intimidations ethniques et les pogroms contre la population civile. Dénouer la crise au Tchad équivaut donc largement à briser cette logique cyclique qui fait de l'alternance politique le moment de la confrontation armée. Mais les implications de cette crise sont multiples et débordent à l'heure actuelle les frontières de ce seul pays.

Les liens de plus en plus profonds entre la guerre au Darfour et les affrontements au Tchad soulignent la convergence des deux crises et donc la difficulté croissante de les régler indépendamment l'une de l'autre. La République centrafricaine, pays largement ignoré par la communauté internationale, souffre mécaniquement de l'accroissement de la tension chez ses voisins de l'est et du nord. Plus que jamais, il faut dans la compréhension

de ces conflits et la recherche d'une solution adopter un point de vue régional et ne pas être aveugle sur les aspects transnationaux de ces crises. Diverses dans leurs origines, ces dernières se nourrissent de plus en plus l'une de l'autre.

D'autres États influencent la dynamique de ces conflits, au premier rang desquels on trouve la Libye, la France et les États-Unis. Par omission ou compromission, par leur passivité ou leur engagement, ils ont acquis *volens nolens* un rôle éminent dans l'architecture de ces crises et donc dans leur possible résolution.

Ce rapport se propose, dans une première partie, de fournir des rappels historiques nécessaires à la compréhension de la situation présente. Si la période d'Idriss Déby est seule mentionnée, une longue annexe permet de comprendre la profondeur historique de la crise et la récurrence de certaines tensions depuis ces quinze dernières années. Elle permet également de souligner les limites des analyses habituelles des événements récents. Une seconde partie insiste sur la nature de la situation actuelle et de ses protagonistes: elle souligne l'importance de la crise fiscale et sociale de l'État, les déchirements de l'entourage immédiat du président et les conséquences internes et régionales de la guerre au Darfour. Une troisième partie analyse principalement l'attitude de la Libye, des États-Unis et de la France, trois acteurs essentiels pour un dénouement de la crise actuelle au Tchad et, sans doute, au Darfour.

Le Tchad est, certes, un pays enclavé mais historiquement il a surtout été un carrefour d'échanges entre la côte méditerranéenne et l'Afrique centrale d'une part, l'est et l'ouest d'autre part. Si l'essentiel du poids démographique de ce pays de près de neuf millions d'habitants se trouve dans le sud, zone soudanaise où l'agriculture et les cultures de rente comme le coton constituent l'activité principale, le centre, zone sahélienne, est par excellence spécialisé dans l'agriculture vivrière et l'élevage. Le nord, zone saharienne, n'est propice qu'à la culture des dattes et, dans les oasis, à une culture vivrière peu développée.

Les groupes ethniques sont donc très nombreux. Au Tchad, peut-être plus qu'ailleurs, influence politique ou militaire et démographie ne vont pas de pair: on ne citera ici que les groupes dont le poids démographique est incontournable ou dont l'influence politique de certains de leurs dirigeants a pesé sur l'histoire tchadienne postcoloniale: Sara (30 pour

cent), Arabes (15 pour cent), Mayo-Kebbi (12 pour cent), Kanem (9 pour cent), Ouaddaï (15 pour cent), Hadjarai (8 pour cent), Gorane (6 pour cent), Zaghawa (1,5 pour cent).² Sommairement, les grands groupes de population se répartissent ainsi: 38 pour cent (sud), 33 pour cent (centre) et 7 pour cent (nord). A cette liste incomplète et approximative, il faudrait ajouter d'autres populations dont l'implication dans la guerre ou dans l'économie sont minimales.

L'indépendance du Tchad en 1960 avait créé ou aiguisé de nombreux clivages au sein de la population mais c'est la construction du parti unique par l'une des grandes figures tchadiennes, François Tombalbaye, qui a fait basculer le pays dans l'autoritarisme et bientôt la guerre. Après l'interdiction des partis politiques en 1962 et la répression de manifestations en 1963, la révolte de Mangalme en 1965 fut le point de départ d'une série de soulèvements paysans dans le centre du pays, qui a précipité la formation du Front de libération nationale du Tchad (Frolinat) à Nyala (Soudan) en 1966.

L'arrivée au pouvoir en Libye du Colonel Kadhafi en 1969 a radicalisé encore cette crise et a poussé la France à accroître sa présence sur le terrain pour défaire les oppositions armées à N'Djamena. Avec des variations selon les périodes, la crise tchadienne fut également un bon baromètre des relations des pays occidentaux avec un régime libyen hors norme.

L'histoire du Frolinat fondé par Ibrahim Abatcha est surtout celle de ses défections, de son factionnalisme et d'une victoire ambiguë lorsque Goukouni Oueddeï (Toubou) est devenu le président du Tchad en août 1979. Cette victoire n'était que le prélude à de nouvelles divisions et interférences étrangères (Libye, États-Unis, France, Soudan). L'arrivée au pouvoir de son ancien adjoint, Hissène Habré (Gorane), en 1982 était le fruit d'une alliance régionale et internationale contre une Libye expansionniste. Son régime, par sa brutalité, allait se maintenir jusqu'en décembre 1990 grâce à ses soutiens occidentaux et son nationalisme viscéral face aux revendications libyennes. Cependant, pas plus qu'auparavant, il n'était capable de reconstruire un consensus national et de former une armée dépourvue d'ambitions politiques. En 1989, trois de ses principaux adjoints et chefs militaires ont manqué leur coup d'État et le seul survivant, Idriss Déby, s'est installé au Soudan où il bénéficiait de l'appui de Tripoli et de Khartoum pour le renverser.

² Source: carte du Tchad conçue par le ministère des Affaires étrangères français. D'autres sources fournissent des données similaires avec le même degré d'inexactitude.

II. IDRIS DÉBY: LA DÉMOCRATISATION MANQUÉE (1990-2006)

L'arrivée au pouvoir d'Idriss Déby en décembre 1990 a inauguré un nouveau cycle dans la vie politique tchadienne. En effet, le nouvel ordre politique se devait d'être le multipartisme et impliquait pour la première fois que le vainqueur par les armes pouvait perdre les élections. Cela supposait également que la contestation politique devait rester dans un cadre civil et que tous les acteurs politiques respecteraient ces nouvelles règles. Las, tel ne devait pas être le cas. D'une part, la construction du système politique et l'ouverture tant espérée furent maintenues dans des limites très contraignantes par le nouveau chef d'État. D'autre part, les dissidences armées maintenaient le risque d'un basculement de certaines régions du pays dans la guerre.

A. LA PRÉCAIRE INSTALLATION DU MULTIPARTISME

Le nouveau dirigeant du Tchad a annoncé très rapidement la nécessité de rompre avec une histoire monopolisée par les partis uniques et les seigneurs de la guerre.³ Idriss Déby a pris des mesures de libéralisation, dissout la Direction de la documentation et de la sécurité (DDS), la police politique créée par son prédécesseur Hissène Habré qui avait commis la plupart des exactions imputées à celui-ci⁴, et créé une Commission d'enquête sur les crimes d'Hissène Habré. Une Charte nationale fut promulguée en mars 1991, qui lui donnait des pouvoirs exorbitants mais le président annonça cependant la mise en chantier d'une nouvelle constitution. Le multipartisme fut formellement adopté en octobre 1991.

Ce ne fut toutefois que sous de fortes pressions françaises que le président tchadien accepta de tenir une Conférence nationale souveraine, la CNS, (15 janvier-13 avril 1993) à l'instar d'autres pays francophones. Celle-ci n'était sans doute pas un modèle du genre mais elle a permis aux Tchadiens de tous horizons de dialoguer pour la première fois, de définir des institutions qui auraient une nouvelle légitimité et de rééquilibrer le pouvoir entre le président et son gouvernement.⁵ Cependant, le poids du Mouvement

³ Mahamat Saleh Yacoub, *Tchad. Des rebelles aux seigneurs de la guerre*, N'djamena, Editions al-Mouna, 2005.

⁴ Mais Déby s'empressait de réengager une grande partie des membres de la DDS dans l'Agence nationale de sécurité (ANS), dont la réputation allait se dégrader rapidement.

⁵ R. Buijtenhuijs, *La conférence nationale souveraine : Un essai d'histoire immédiate*, Paris, Karthala, 1993. La sélection des membres de la Conférence était discutable. L'incapacité de

patriotique du salut (MPS), parti présidentiel, s'est fait sentir comme l'instrumentalisation de partis politiques factices créés pour diviser les quelques organisations qui avaient un ancrage populaire.

La transition allait finalement durer trois ans, qui furent mis à profit par la présidence pour vider de toute substance les décisions de la CNS qui limitaient les prérogatives du chef de l'État. Ce dernier s'assurait un contrôle exclusif sur la fonction publique et la définition de la politique gouvernementale. Une nouvelle constitution, conçue pour l'essentiel par l'entourage de la présidence et ses amis français, fut votée en mars 1996.

Les élections de juin-juillet 1996 ont déjà illustré la capacité du pouvoir en place à manipuler les règles électorales et à tenir sous son contrôle une Commission nationale électorale indépendante (Céni) dont l'opportunisme fut confirmé lors des consultations électorales suivantes. Mal élu, le chef du MPS a réussi sans problème à diviser une opposition qui n'avait pas les moyens d'une autonomie et manquait de maturité politique; il s'est présenté aux élections législatives dans les meilleures conditions en janvier 1997: le MPS obtint la majorité des sièges.⁶

Les élections présidentielles de 2001 et législatives de 2002 se sont déroulées dans des conditions encore plus contestables que celles de 1996 et 1997.⁷ Seuls les observateurs français ont cautionné le premier scrutin. Le MPS a obtenu 110 sièges de députés sur 155 en janvier 2002, ses alliées 12 autres. L'opposition, qui avait encore les moyens de s'exprimer dans le parlement précédent, fut laminée.

La logique de parti unique l'avait une fois de plus emporté. Les protestations, tant à l'intérieur du pays qu'au niveau international, furent telles que le Président Déby promit alors de respecter la constitution et de ne pas briguer un troisième mandat. Pour faire bonne mesure, il s'est également engagé à entamer un dialogue avec les forces vives de la population pour améliorer la gouvernance.

La suite fut sans surprise. Le congrès du MPS en novembre 2003 décida de modifier la constitution pour permettre à son président d'effectuer un nouveau mandat. Cette réforme constitutionnelle fut adoptée au terme d'un référendum en juin 2005, consultation populaire qui fut largement boycottée par la population (moins de 30 pour cent de participation, selon une ambassade occidentale). Ce haut degré d'absentéisme ne fut nullement reconnu dans la présentation officielle des résultats.

Enfin, le 3 mai 2006, les élections présidentielles ont eu lieu et les résultats, sans surprise, ont davantage reflété l'impasse politique au Tchad que la popularité de son président. Dès le premier tour, le chef de l'État sortant aurait remporté pas moins de 77,53 pour cent des suffrages; le taux de participation aurait été de 61,49 pour cent sur les quelques 5,7 millions d'électeurs inscrits. Le scrutin étant boycotté par l'ensemble de l'opposition qui dénonçait une " mascarade électorale ", les seuls adversaires de Déby se limitaient à quatre rivaux de peu d'envergure, membres de sa coalition gouvernementale, totalement inconnus du public.

tenir de véritables réunions plénières et de débattre en pleine transparence constitua sans doute une des principales faiblesses, si on compare avec le Bénin.

⁶ La meilleure description est celle fournie par Buijtenhuijs, op. cit., 1998. On pourra aussi se reporter à Mohamed Tétémadi Bangoura, *Violence politique et conflits en Afrique: le cas du Tchad*, Paris L'Harmattan, 2005.

⁷ R. May & S. Massey, "The Chadian party system: rhetoric and reality", *Democratization*, vol. 9, n°3, 2002. Les observateurs internationaux, notamment de l'Organisation internationale de la francophonie, contestaient l'âge de certains votants et la distribution de cartes électorales, qui autorisait tous les abus.

III. LA POURSUITE DES TROUBLES

Les problèmes sécuritaires furent permanents dans la période Déby. Les arrestations arbitraires n'ont pas cessé depuis l'arrivée de Déby au pouvoir, même si leur nombre et la violence qui les accompagnait n'étaient en rien comparables aux pratiques du régime d'Hissène Habré. Certains hommes politiques ou leurs parents, des journalistes et des responsables d'organisations de la société civile en furent les cibles habituelles, sans qu'il y ait une quelconque inculpation et un procès en bonne et due forme.

On ne reviendra pas ici sur les campagnes d'assassinats des premières années dont la responsabilité ne peut être imputée à personne faute de preuves suffisantes.⁸ On notera par contre la multiplicité des dissidences armées. Il faut ici aussi se garder de pointer systématiquement la responsabilité du seul régime car les factions politico-militaires n'avaient guère d'appétence pour le retour à la vie civile.

Cependant, plusieurs aspects du fonctionnement du pouvoir tchadien ont certainement incité les groupes dissidents à utiliser la voie armée: son monopole absolu sur les ressources de l'État et sa prévarication sans fard, son incapacité à remettre en cause le système milicien qui sert de substrat sociologique à la permanence des groupes armés par une véritable politique de démobilisation et de constitution d'une armée nationale, l'impunité totale de ses membres, etc.

Ainsi, les accords de paix ont éventuellement permis aux chefs de ces mouvements armés d'occuper une position ministérielle pendant un mandat, aux cadres militaires d'être intégrés dans les forces de coercition ou dans les douanes à un niveau de responsabilité formelle ou réelle (l'armée tchadienne a, en 2006, pratiquement autant d'officiers et de sous-officiers que de soldats) et à ses miliciens d'obtenir, au moins pour un temps, une fonction dans ses organismes d'État.

Outre les diverses tentatives de coup d'État, réelles ou provoquées par le régime, afin de se débarrasser de rivaux, les organisations suivantes ont fomenté les dissidences armées les plus significatives des années 1990.⁹

⁸ "Tchad: le cauchemar continue", Amnesty International, Paris, avril 1993; "Tchad: de vaines promesses. Les violations des droits de l'homme se poursuivent en toute impunité", Paris, avril 1995; "Tchad: un pays soumis à l'arbitraire des forces de sécurité avec la complaisance de pays étrangers", octobre 1996. Pour la période plus récente, voir le site de cette organisation: <http://efai.amnesty.org/> On peut de la même manière se reporter au site d'Human Rights Watch, <http://www.hrw.org>

⁹ Celle attribuée à Maldoum Abbas, alors vice-président du

Le Mouvement pour la démocratie et le développement (MDD), composé de partisans goranes d'Hissène Habré, a initié son action à partir de décembre 1991 sous la direction de Goukouni Get. Son existence demeure symbolique aujourd'hui.

Le Comité national de redressement (CNR) fut créé par Abbas Kotty (Zaghawa/Kobé) à la suite d'une tentative échouée de coup d'État. Rentré à N'Djamena à la suite d'un accord de réconciliation négocié avec la garantie soudanaise et libyenne en août 1993, Abbas Kotty fut tué le 22 octobre 1993.¹⁰

Le Front national du Tchad (FNT) du Dr. Bachar Idriss s'était surtout implanté dans l'Ouaddaï. Un accord de réconciliation, conclu en 1992, fut rompu en 1994 par des combats très violents à Abéché. Depuis lors, une partie du mouvement s'est ralliée au régime, une autre a créé le FNT rénové (FNTR), dont le site Internet al-whida est très proche.¹¹ Au moment où la crise du Darfour a débuté, ce mouvement disposait de quelques dizaines ou centaines de combattants dans la région des trois frontières, sans doute d'ailleurs plus en République centrafricaine qu'au Soudan.

Le Comité de sursaut national pour la paix et la démocratie (CSNPD) était créé après une tentative de coup d'État avortée. Les putschistes (essentiellement des cadres militaires sudistes) dirigés par Moïse Kette Nodji se sont repliés dans le sud du pays et ont créé le CSNPD, qui opérait dans le Logone oriental, notamment la région de Doba où se trouvent les champs pétrolifères. Une fraction de ces combattants conduite par Moïse Kette se ralliait au gouvernement en 1994. Mais le dirigeant sudiste est reparti en avril 2000 en dissidence armée et fut tué en septembre 2000. Une autre faction du CSNPD a constitué à la fin 1994 les Forces armées de la République fédérale (FARF) conduites par Laokein Bardé Frisson, actives jusqu'à la mort de leur chef en avril 1998 dans la zone de Moundou et dans le massif de Bakoro en République centrafricaine. Là aussi, un accord de paix fut négocié mais si mal mis en œuvre que les rebelles sont à nouveau entrés en dissidence. Leur chef fut

MPS, en octobre 1991 qui conduit au massacre de nombreux civils hadjarai dans le Guéra; celle de Moïse Kette, en février 1992 qui exprime la frustration des officiers sudistes maltraités par leurs collègues zaghawa et gorane (cette dernière révolte débouche sur une tentative d'insurrection); celle d'Abbas Kotty, en juin 1992, qui traduit l'aiguïssement des rivalités entre Bideyat et Kobé, au sein des Zaghawa (et aussi les limites et l'influence libyenne).

¹⁰ Lire le témoignage de première main de Bishara Idriss Hagggar, *Tchad, Témoignage et combat politique d'un exilé*, Paris, L'Harmattan, 2003.

¹¹ <http://www.tchad-info.net/>

abattu quelques semaines plus tard. La répression menée par les forces gouvernementales était sans égard pour les populations civiles et avait pour but de sécuriser l'accès au pétrole.

Le Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT) qui peut être considéré comme la plus significative des rebellions de cette décennie, fut créé en octobre 1998 par l'ancien magistrat et ministre de la Défense, Youssouf Togoïmi. Ce mouvement, recrutant en milieu toubou, n'était actif que dans le Tibesti, disposait de solides relais sociaux dans la Libye voisine et menait donc une guerre de basse intensité dont les débouchés étaient cependant peu clairs: à près de 2000 km de la capitale, sans relais politiques ni militaires, que pouvait-il espérer? Des négociations se sont déroulées en janvier 2002 mais ont échoué malgré quelques ralliements, puis ont repris avec le même effet après la mort de son dirigeant le 25 septembre 2002. Une faction du mouvement, conduite par Adoum Togoï Abbo, s'est ralliée à N'Djamena en décembre 2003. Une autre faction concluait un accord en août 2005. Rien cependant n'a été réglé sur le fond.

Sans revenir ici sur toutes les péripéties de l'existence de ces dissidences armées et de leurs négociations avec le pouvoir en place, on mesure, lorsque la crise au Tchad a pris un aspect militaire à partir de 2004, combien les accords de paix avaient été fragiles et n'avaient pas permis de véritable réconciliation. En effet, ces groupes et des fractions dissidentes qui en sont issues ont prétendu jusqu'à aujourd'hui mener une action militaire contre le régime d'Idriss Déby. On touche ici à l'un des problèmes majeurs du Tchad qui est celui de la permanence du factionnalisme armé. Certes, il est vrai que certains accords ont été mis en œuvre de façon sélective et partielle soit, le plus souvent, du fait du régime, soit quelquefois à cause de l'obstination irréaliste des factions politico-militaires. Mais, cette permanence est aussi plus profondément liée au statut social des hommes en armes et au fait que, dans le fonctionnement passé et actuel de l'État tchadien, il y a une réelle continuité entre le soldat (ou gendarme ou douanier), le bandit et l'insurgé: on est l'un avant d'être l'autre et ce changement de position est fonction d'un accord de paix (ou d'un passage à la dissidence armée), comme il peut l'être de la volonté d'acquérir des positions d'accumulation. La réversibilité est complète.

Le résultat des accords de paix fut donc mitigé et ne contribuait pas réellement à un approfondissement de la paix civile au Tchad: si les chefs levaient la tête, ils étaient souvent assassinés; une partie des cadres militaires et des miliciens sont rapidement repartis en brousse pour mener un banditisme rural jusqu'à ce qu'un nouveau

contexte politique leur donne une crédibilité plus grande.¹² C'est typiquement ce qui s'est passé après le début de la crise du Darfour et l'implication du Tchad, officieuse puis officielle, dans ce conflit.

Le régime soudanais n'avait guère d'efforts à faire pour rassembler dans des camps des combattants clochardisés mais pleins de frustration et désireux d'en découdre avec le régime de Déby ou les Zaghawa, l'ethnie du président. D'une certaine manière, la constitution d'une opposition armée tchadienne – analysée plus avant – permettait le retour sur la scène de factions existantes quelquefois depuis les années 1980, quelques unes dotées d'une base militaire voire d'un soutien populaire, d'autres n'étant plus que l'expression d'entrepreneurs politiques exilés au Bénin, au Nigeria, au Burkina Faso ou en France.

Au-delà de cette rapide chronologie politique, la situation actuelle au Tchad doit être analysée comme la convergence de trois crises distinctes qui tendent aujourd'hui à faire système. Celles-ci ont, peu ou prou, pu exister par le passé et se résorber mais un tel scénario ne pourra se répéter à cause de la perte de légitimité interne du pouvoir actuel, des déchirements de l'ethnie du président, et du retour d'une équation militaire au plus mauvais moment pour la survie du régime tel qu'il fonctionne actuellement.

D'abord, si la crise fiscale de l'État tchadien est récurrente depuis des années à cause d'une mauvaise gestion et d'une corruption abyssale, elle a été rendue plus inacceptable encore par l'approfondissement de la crise sociale et la confrontation subséquente avec la Banque mondiale en décembre 2005. Ironie de l'histoire: cette crise prend forme alors que les ressources tirées du pétrole augmentent rapidement et devraient, dès 2007, fournir à l'État tchadien les moyens d'une politique de développement très ambitieuse. Ensuite doivent être considérées les profondes fractures à l'intérieur du cercle dirigeant après la marginalisation d'alliés politiques de poids et une apparente maîtrise absolue de l'État dès 2002. La troisième crise qui change la nature des deux précédentes est, bien sûr, le conflit au Darfour et ses implications sur les deux pays et leurs relations. En ouvrant la possibilité d'un soutien et d'une sanctuarisation d'oppositions armées, N'Djamena et Khartoum ont tissé des liens entre la crise au Darfour et la militarisation des contradictions politiques au Tchad.

Mais cette crise ne se limite pas aux divisions de l'entourage proche de la présidence et il faut considérer d'autres protagonistes: les partis politiques mais aussi, et surtout, les organisations dites politico-militaires. Par leurs actions ils ont démontré à l'opinion publique internationale combien ce régime manque aujourd'hui d'assise populaire et combien la voie entre la guerre et

¹² Abbas Kotty, Moïse Kette, Laokein Bardé, etc.

la paix est étroite. Pourtant, les partis armés ne semblent guère porteurs d'un projet politique novateur et, surtout, leurs bases sociales potentielles demeurent très réduites eu égard à des partis politiques civils faibles mais reflétant davantage les aspirations de la population tchadienne.

La dernière partie sera centrée sur l'attitude de différents pays interagissant avec le Tchad, notamment la France et la Libye qui, toutes deux, à des degrés divers, peuvent influencer la dynamique de la crise actuelle et promouvoir une désescalade. Même si ces deux pays ne sont pas les seuls à pouvoir dénouer la crise actuelle, il apparaît paradoxalement qu'à la fin mai 2006, dans un environnement politique alourdi par la "victoire" électorale controversée de Déby, c'est la France – sans véritable intérêt stratégique ou économique dans ce pays – qui bloque la possibilité d'un dialogue national alors que Tripoli, pour ses intérêts bien compris, fait preuve d'une plus grande souplesse.

IV. LA CONVERGENCE DE TROIS CRISES

A. LA CRISE SOCIALE / FISCALE DE L'ÉTAT

La crise fiscale de l'État tchadien n'est pas en soi une nouveauté: la collecte de l'impôt et la normalisation des douanes présentent au Tchad des défis organisationnels cauchemardesques tant les réformes et appuis institutionnels qu'elles ont suscités de la part des donateurs ont manqué les objectifs fixés. De la même manière, les retards de paiement de salaires, y compris dans l'armée, ont été récurrents.¹³ Encore, faut-il ne pas se faire d'illusions. Ainsi, au printemps 2006, dire qu'il n'y a pas d'arriérés de paiement signifie que les salaires sont acquittés dans la capitale. Ailleurs à l'intérieur du pays, il faut au préalable lever des fonds supplémentaires et la situation des salariés est nettement plus aléatoire.

Il y a néanmoins deux aspects qui mériteraient d'être plus amplement développés. Le premier concerne la question des "douaniers-combattants" et la permanence d'un tel phénomène au-delà des aléas politiques du moment.¹⁴ A l'heure où l'on évoque un nouveau plan de démobilisation et où le nouveau chef d'état-major général des armées entend compter (au sens propre) ses troupes,¹⁵ il faudrait peut-être s'interroger sur les véritables dispositifs sociaux autant que politiques qui autorisent la permanence d'un tel problème.¹⁶ Il serait important, même si beaucoup ont à l'esprit une réforme de l'État, de réfléchir sur les aspects horizontaux et décentralisés de ces façons de faire. Seize ans après la victoire sur Hissène Habré le temps de penser une reconstruction de l'État qui soit plus en prise sur le réel serait peut-être venu. La question des douaniers-combattants et des coupeurs de route devrait dans ce sens être envisagée sous un angle double de réforme de l'économie de la

¹³ Ils font partie des revendications de la tentative de coup d'État de mai 2004. Surtout, les protestations de démineurs contre ces retards le 25 mars 2006 provoquèrent une première fois la panique dans la capitale car des coups de feu ont été tirés dans la présidence.

¹⁴ Il s'agit de soldats (ou de rebelles, la nuance importe peu ici) qui outrepassent leurs fonctions et taxent les commerçants à l'instar des douaniers.

¹⁵ Mettant en application un Rapport d'audit des Forces armées de la République tchadienne daté 19 février au 5 mars, 73 p. et annexes

¹⁶ J. Roitman, *Fiscal Disobedience. An Anthropology of Economic Regulation in Central Africa*, Princeton, Princeton University Press, 2005. Saïbou Issa, "L'embuscade sur les routes des abords sud du Lac Tchad", *Politique africaine*, n° 94, juin 2004.

protection et de transformation des règles d'accumulation dans leurs dimensions formelles et informelles.

Le second aspect est sans doute celui qui doit interpeller de façon urgente la communauté internationale. Le Tchad est un pays dont les indicateurs de développement stagnent ou régressent, si l'on en croit les statisticiens de la Banque mondiale et du PNUD.¹⁷ Du fait des revenus pétroliers, les recettes de l'État hors dons sont passées de 110 milliards de Francs CFA (environ €167,65 millions) en 2002 à 215,1 milliards FCFA (environ €327,9 millions) en 2004 et elles devraient se situer à 229,8 milliards de FCFA (environ €50,3 millions) pour l'année 2005. Et pourtant, comment expliquer l'approfondissement de la crise sociale à un moment où la croissance nationale devrait être mécaniquement impressionnante du simple fait de la pauvreté du pays et de l'accès à la rente pétrolière depuis la fin 2003?

D'abord, l'instabilité ministérielle est un véritable fléau au Tchad. Depuis le congrès du MPS de l'automne 2003 jusqu'à l'élection présidentielle de mai 2006, il y a eu six remaniements ministériels et deux premiers ministres, sans évoquer les effectifs pléthoriques des gouvernements. Une telle situation est de la seule responsabilité du chef de l'État qui entend ainsi récompenser sa clientèle, sans grande considération pour la qualification propre de ces promus et de l'impact sur le traitement des dossiers. De plus, à ce jeu de chaises musicales qui affecte les nominations ministérielles, il faut rajouter les mutations, rétrogradations ou promotions – souvent arbitraires – des cadres techniques de la haute fonction publique.

Cette instabilité des équipes gouvernementales, comme l'illustre le cas de l'Italie de l'après-guerre ou même la France de la quatrième République, n'est pas rédhibitoire s'il existe une fonction publique capable de maintenir la continuité de l'État et qui bénéficie de la confiance des politiques pour ce faire. Rien, hélas ! de tel au Tchad d'autant que le pouvoir réel relève plus de cercles informels autour du président que de son cabinet propre: les nominations à des postes ministériels servent donc davantage à récompenser des allégeances qu'à mettre en œuvre des politiques décidées avec le premier ministre.

Les cadres tchadiens peuvent donc se lamenter à propos des "analphabètes bilingues" (i.e. qui ne savent ni lire ni écrire en français et en arabe) mais le gouvernement de la société passe par d'autres canaux que ceux d'une administration certes très imparfaite mais d'abord démunie de moyens. Le dossier de la privatisation du coton: il s'agit sans doute d'un cas paradigmatique de cette défaillance de

l'État gestionnaire, malgré l'importance de ce secteur pour la population rurale tchadienne.¹⁸

Le pouvoir semble avoir adopté une attitude cynique ou compassée vis-à-vis des expressions civiles du mécontentement social. On peut comprendre, au Tchad et ailleurs, qu'un ministre ne se félicite pas d'une grève de ses fonctionnaires, mais que penser d'un ministre qui laisse un mouvement social chez les magistrats durer deux mois sans aucune intervention pour y trouver remède. Cet exemple caricatural mais réel met en lumière le fait que le dialogue social est souvent réduit au minimum dès lors qu'il n'est pas fortement encadré par les donateurs. La culture politique de l'élite au pouvoir suit trop souvent la ligne du parti unique dont Idriss Déby pourtant débarrassa le Tchad.

L'action gouvernementale prend de plus en plus les allures d'une fuite en avant. Rien ne l'illustre mieux que les démêlés du Tchad avec la Banque mondiale.¹⁹ La volonté du gouvernement tchadien d'amender la loi 001 (portant sur l'allocation de la rente pétrolière de Doba et le fameux Fonds pour les générations futures) n'était absolument pas illégitime et la Banque mondiale, consciente sans doute d'un certain nombre d'imperfections relevant de sa responsabilité, était également disposée à en discuter. De la même manière, le FMI était prêt à faire un effort malgré les performances moins que médiocres de N'Djamena. Mais cela supposait des consultations et la mise en place d'orientations alternatives. Ces négociations ne débutaient qu'en avril 2006, après une crise ouverte en décembre 2005 lorsque N'Djamena modifiait unilatéralement la liste des secteurs prioritaires et l'allocation des revenus pétroliers. La situation au début mai 2006, quelque peu confuse à cause de la confidentialité des discussions, augure une série de compromis de part et d'autre. La

¹⁸ Après avoir constitué le moteur de la croissance tchadienne, le secteur du coton est entré en crise depuis 2000. Le prix de vente au Tchad a encore baissé et la Coton Tchad connaît d'importants problèmes de gestion et de trésorerie car elle est déficitaire depuis 2002 (environ 56,7 millions de dollars en 2004) et les détournements y sont impressionnants (15,1 millions de dollars de détournements sur l'exercice 2003/2004). La privatisation de ce secteur a été mal enclenchée, en débutant par celle de l'activité d'huilerie-savonnerie la plus rentable et depuis rien de sérieux n'a été fait depuis lors pour indiquer aux producteurs une issue à la crise qu'ils traversent.

¹⁹ Visiter le site Internet <http://www.columbia.edu/itc/sipa/martin/chad-cam/#website> qui fournit une bibliographie sur l'ensemble de la question. Lire également S. Massey & R. May, "Dallas to Doba: Oil and Chad. External controls and internal politics", *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 23, n°2, May 2005. Consulter enfin l'excellente lettre de l'Observatoire de la gestion des revenus pétroliers éditée par le Groupe de recherches alternatives et de monitoring tu projet pétrole Tchad-Cameroun (GRAMP/TC) www.grampc.org.

¹⁷ http://hdr.undp.org/statistics/data/cty/cty_f_TCD.html

Banque mondiale devrait vérifier l'application du budget de l'État dans des délais resserrés tandis que le gouvernement pourrait bénéficier d'une fraction plus grande des revenus pétroliers au titre d'aide budgétaire directe. Mais la Banque mondiale qui a beaucoup à perdre dans une crise ouverte avec le Tchad osera-t-elle s'attaquer aux raisons profondes de la crise fiscale? L'opposition et la société civile ont eu beau jeu de critiquer de nouvelles dépenses d'armement (dont les rétro-commissions aiguïseront les appétits) et l'inclusion de l'administration locale dans les secteurs prioritaires ("les élections se préparent" disaient-elles ensemble)...

Cette confrontation hautement médiatisée entre N'Djamena et la Banque mondiale laisse entière la véritable discussion sur les implications sociales et politiques de l'exploitation pétrolière. Sur les 3 600 Tchadiens travaillant aujourd'hui dans ce secteur, seuls six ont des postes à responsabilité. S'il y a eu une mobilisation d'un côté ou de l'autre dans cette dispute, peu ont interrogé le comportement des compagnies pétrolières dont le seul véritable intérêt est la stabilité, plus que la résolution d'une crise hégémonique ou le développement du pays.

Une étude transversale des pays pauvres conclut à la plus grande plausibilité d'un régime semi-autoritaire qui se maintient grâce à la rente mais sans grands appuis sociaux. La géopolitique du Tchad autorise-t-elle un tel scénario sans crises violentes périodiques?

B. LA DIVISION DE L'ENTOURAGE PRÉSIDENTIEL

On retracera ici les moments les plus importants de cette rupture interne. Pour une grande part, les événements rapportés ici ont également nourri des interprétations divergentes en milieu zaghawa: ce sont ces contradictions qui éclairent aujourd'hui les comportements des uns et des autres.

Cette chronique met en lumière la faiblesse d'un facteur que le président Déby a tenté d'utiliser à son profit en janvier 2006 en s'associant publiquement aux chefs zaghawa du soulèvement darfourien, Khalil Ibrahim Mohamed et Mini Arko Minawi: la solidarité au sein des Zaghawa n'est pas mécanique; elle est en général forte au niveau local mais beaucoup plus relâchée dans la politique nationale.²⁰

²⁰ Des accords ont été signés le 18 janvier entre le Mouvement pour la Justice et l'Égalité (MJE) de Khalil Ibrahim et la faction du Mouvement de Libération du Soudan (MLS) de Mini Arko Minawi, puis le 23 entre Mini et le dirigeant du Mouvement National pour la Réforme et la Démocratie (MNRD).

Lorsqu'il prit le pouvoir en décembre 1990, Idriss Déby était redevable du soutien de nombreuses organisations politico-militaires qui s'appuyaient sur des groupes ethniques significatifs du Tchad, pas simplement du sien. Il faisait pourtant de son groupe, les Zaghawa, le cœur de son régime même si, en diverses occasions, il a tenu des discours ou pris des décisions dont la tonalité nationaliste était incontestable.²¹ Cependant, Idriss Déby était confronté à un problème particulier: comment gérer les Zaghawa du Soudan qui s'étaient mobilisés après 1989 derrière lui et attendaient d'en être récompensés?

A cette réalité sociale des alliances s'ajoutait également l'engagement du pouvoir islamiste de Khartoum derrière Déby. Le Soudan a ainsi pu placer ses hommes dans l'entourage immédiat du président tchadien, souvent pour de très longues années.

Les désillusions furent cependant croissantes parmi les Zaghawa/Wagi soudanais durant les premières années du régime car les moins qualifiés étaient peu à peu renvoyés au Soudan. Cette amertume ressurgit dans la genèse des mouvements armés darfouriens et les alliances qu'ils tissèrent alors avec les notables zaghawa tchadiens.

Naturellement, la détérioration de la situation au Darfour constituait un élément essentiel dans la mobilisation des Zaghawa. Cependant, celle-ci avait d'autres causes. La déception vis-à-vis de Déby était réelle mais l'existence d'un régime contrôlé par les Zaghawa au Tchad permettait aussi une sanctuarisation de l'insurrection au Darfour. Enfin, un certain nombre de mythes historiques (construits autour de l'existence d'un sultanat Zaghawa au onzième siècle) et de revendications modernes (des peuples sans État) ont poussé certains intellectuels zaghawa dès 1998 à débattre des revendications régionalistes au Darfour.

Au-delà de cette dimension proprement transnationale qui demande à être considérée en plus grand détail, plusieurs autres péripéties peuvent être rappelées ici.

La mort d'Abbas Kotty (Zaghawa/Kobé) dans la capitale tchadienne en 1993, malgré une réconciliation avec Idriss

²¹ Les Zaghawa tchadiens vivent dans le Biltine. Les principaux sous-clans sont les Bideyat auquel appartient l'actuel président, Idriss Déby, les Borogate, les Kapka et les Kobé. Les Zaghawa sont également installés au Darfour mais, hormis quelques campements bideyat, ce sont les Kobé qui, des clans tchadiens, sont les mieux représentés. Les Zaghawa soudanais se retrouvent dans leur immense majorité au sein des Wagi qui se divisent également en plusieurs sous-clans dont les Gala, les Tuer, Artaj, Oulagi, Suweine etc... Les travaux de Marie-José Tubiana sur les Zaghawa (notamment, *The Zaghawa from an ecological perspective: Food-gathering, the pastoral system, tradition and development of the Zaghawa of the Sudan and the Chad*, Rotterdam, AA Bakelam, 1977) sont incontournables.

Déby garantie par la Libye et le Soudan, fait figure de symbole pour beaucoup de Kobé, malgré d'évidentes ambiguïtés historiques: pour eux, le président Déby et son entourage ont poussé le dirigeant Kobé à la faute, une faute qu'il a payé de sa vie.

Les Kobé, Borogate mais aussi de nombreux Bideyat avaient également un autre motif de sarcasme vis-à-vis du président tchadien: la création par ce dernier d'un sultanat Bideyat que son frère, Timan Déby, était censé diriger. Les Kobé avaient bénéficié de la réforme des chefferies Zaghawa en 1935, entreprise alors par l'administration coloniale française et le Sultan Haggar, (Zaghawa/Kobé), et considéraient avec la plus grande condescendance cet artefact historique. Idriss Déby, jusqu'aux défections d'octobre 2005 qui ont affaibli son assise au sein des Bideyat, n'a pas hésité pas à humilier la famille Haggar, pour n'avoir pas considéré ce sultanat comme il convenait, mais aussi – malgré de réelles divergences internes - pour soutenir le MJE, Mouvement pour la justice et l'égalité, dirigé par l'un des leurs Khalil Ibrahim Mohamed.

D'autres événements ont joué un rôle plus important encore, comme la rupture d'Idriss Déby avec deux des principaux cadres intellectuels de l'entourage présidentiel: les frères Tom et Timan Erdimi.²² Malgré leur appartenance commune à l'important sous-clan Bireyara, le malaise que cette division a créé chez les Bideyat a alimenté une tension qui s'est aiguisée avec le débat sur le troisième mandat du président et/ou sa succession.

Dès juillet 1991, Tom Erdimi a abandonné son poste de directeur de cabinet au Palais rose pour "incompatibilité d'humeur" avec le président;²³ il fut remplacé après quelques mois par son frère Timan. En 1997, au terme de cérémonies nationales (un jour férié), Idriss Déby a fait rédiger le décret limogeant Timan de son poste de directeur de cabinet à la présidence. En 1998, des propos très aigres furent échangés sur la création de la chefferie Bideyat puisque son territoire s'étendait sur celui du clan des Erdimi.

Certes, des médiations ont permis de donner le change. Tom a gardé pendant des années la haute main sur les négociations pétrolières. Timan, lui, s'occupait de la Coton Tchad qui donne des moyens de subsistance directement

ou indirectement à près de 40 pour cent de la population. Mais l'écart entre ces hommes et entre leurs clientèles n'a fait que s'accroître avec les années.

En 2003, l'absence des deux frères lors du congrès du MPS, la mise à pied de Tom Erdimi de ses responsabilités dans le secteur pétrolier et la nomination de Mahamat Hissène, une personnalité arabe auparavant proche des frères Erdimi, en tant que secrétaire général du MPS, en ont les dernières expressions publiques avant la crise ouverte.

Le débat sur un troisième mandat et la modification de la constitution ne pouvait qu'aboutir à durcir les positions des uns et des autres. Afin de calmer les esprits après son élection calamiteuse à la tête de l'État en 2001, Idriss Déby avait affirmé *orbi et urbi* qu'il respecterait à la lettre la constitution et ne briguerait pas un nouveau mandat après celui-là. Dans les cercles dirigeants du MPS et de l'État, tout espoir d'assurer la succession n'était donc pas vain.

Après 2002, les cercles de réflexion zaghawa se sont inquiétés de plus en plus ouvertement du devenir de ce pouvoir. L'impopularité des Zaghawa (au-delà des éventuelles frasques du président et de son entourage proche) résultait également des pratiques d'extorsion et de prédation très répandues: les militaires, les gardes nationaux et nomades du Tchad, ainsi que les agents de l'Agence nationale de sécurité vivaient sur le dos de la population.

Cette hostilité croissante tendait à prouver que le maintien de Déby au pouvoir était contraire aux intérêts bien compris des Zaghawa et qu'un nouveau mandat de ce dernier serait suicidaire. Le nom de Timan Erdimi fut alors cité comme une alternative – il n'était pas le seul 'bon' candidat parmi les Zaghawa - car au moins, répétaient nombre d'intellectuels Zaghawa, il savait gérer l'appareil d'État et s'entourer de cadres originaires de toutes les régions du Tchad.

C'est dans cette atmosphère que se préparait le congrès du MPS, le parti unique *de facto*, prévu à l'automne 2003. Mais, très vite, il est apparu que l'ordre du jour ne porterait pas sur une réforme du système, voire une ouverture très sélective désirée par quelques uns. Le seul point important à l'ordre du jour était la modification de la constitution pour ouvrir la voie à un nouveau mandat d'Idriss Déby.

Ce dernier, à l'occasion, laissait penser et faisait dire que l'un de ses fils, Brahim, pouvait être également un très bon candidat. Pour des raisons sociales, liées au clan de sa mère (et non au comportement et aux activités de ce dernier), l'opposition à Brahim fut radicale en milieu zaghawa tant cette proposition y faisait figure d'insulte.

²² Quelles que soient les responsabilités de ces deux personnages dans la prévarication et l'impasse du régime, et leurs choix politiques les plus récents, il faut souligner qu'ils étaient les seuls dans cet entourage à s'impliquer dans la gestion de l'appareil d'état et que, serviteurs fidèles, ils n'hésitaient pas non plus à argumenter contre les décisions les plus contestables de leur dirigeant. Ces freins n'existent plus aujourd'hui.

²³ Entretien avec Crisis Group, N'Djamena, janvier 2006.

Quant à Idriss Déby, il était perçu de façon croissante comme le problème et non plus la solution. Son obstination et une santé de plus en plus fragile – il tomba dans le coma lors du sommet de l'Union africaine à Maputo en juillet 2003 et séjourne depuis très fréquemment en France pour ses soins - faisaient craindre tout à la fois une détérioration rapide du régime et une instabilité en cas de décès puisqu'il n'y avait pas de succession acceptable (l'application de la Constitution demeurant d'une plausibilité toute relative).

La tentative de coup d'État en mai 2004 n'avait certainement pas que des motifs politiques, loin s'en faut: le paiement des salaires en retard figurait en bonne place parmi les revendications des soldats putschistes. Mais elle traduisait aussi la volonté d'une partie des élites zaghawa de changer de direction. Vers où? Vers quoi?

La version la plus optimiste est que certains (dont les frères Erdimi) entendaient proposer une ouverture politique dont le prix aurait été la sécurisation pour les Zaghawa d'un certain nombre de postes clefs dans l'appareil d'État et l'armée, ainsi que l'impunité pour ceux qui avaient détourné des fonds ou avaient accaparé des biens de l'État... Ainsi, des Bideyat les plus proches au niveau clanique du président étaient soudain disposés à l'envoyer dans un long exil.

Dans les mois qui suivirent la tentative de coup d'État, même s'il n'y eut pas de sanctions officielles, mutations et mises à pied se multiplièrent. Elles furent entreprises comme d'habitude depuis l'arrivée au pouvoir d'Idriss Déby en 1990: en sanctionnant aussi les parents non impliqués en politique ou dans l'administration des supposés meneurs (les frères Erdimi bénéficiant d'une place privilégiée malgré leurs dénégations). Mais ceux-ci appartiennent à un sous-clan des Bideyat extrêmement bien représenté au sein de la Garde républicaine, dissoute une fois de plus après les défections d'octobre 2005...

Les Kobé, très présents également dans les unités d'élite, n'avaient pas voulu alors s'impliquer dans le coup de mai 2004, non par soutien à Idriss Déby – les relations avec le MJE de Khalil Ibrahim étaient alors au plus bas - mais parce qu'ils craignaient que, comme lors de l'assassinat d'Abbas Kotty, les Bideyat ne les poussent à la faute pour les éliminer...

Lorsque les défections se sont multipliées à partir d'octobre 2005 et ont abouti notamment à la création du SCUD (Socle pour le changement uni et démocratique), la crise sous-jacente au sein du monde zaghawa a émergé au grand jour. Certes, le pouvoir criminalisait son opposition: les Erdimi étaient devenu de grands corrompus qui avaient bradé les contrats pétroliers et commis mille autres délits mais ces accusations bien tardives étaient souvent retournées au président et à son entourage

proche. Pourquoi n'avoir pas négocié dans la transparence? Pourquoi n'avoir pas renégocié les contrats depuis l'éviction de Tom Erdimi?

Surtout, trois thèmes récurrents nourrissaient l'hostilité croissante à laquelle Idriss Déby devait faire face dans son propre clan jusqu'à aujourd'hui: lui et son premier cercle accumulent et ne redistribuent pas (l'affairisme sans le véritable clientélisme); ils sanctionnent et promeuvent en dépit de toute logique; le Président Déby est responsable de souffrances infligées aux populations zaghawa du Darfour car il les a trahies pour l'argent de Khartoum.

Pour étoffer le premier point, les critiques évoquent les voitures de luxe des enfants, les habitations achetées à l'étranger et les passe-droits des parents qui s'adonnent à l'importation.

Le second point ne doit pas être compris comme une critique en règle de l'arbitraire et du déni de la méritocratie dans les échelons supérieurs de l'appareil d'État mais souligne plutôt les difficultés de l'accès aux prébendes. Il est acquis pour tous (et bien au-delà des Zaghawa) que les ministères et autres institutions ont été vidés de l'essentiel de leurs prérogatives, et que tout s'y gère au jour le jour en l'attente d'un ordre de la présidence.

Quant au troisième point, les rumeurs soulignent les multiples liens entre le Président Déby et son homologue soudanais et le rôle d'intermédiaire que joue l'homme en charge de l'Afrique au sein du parti du Congrès national soudanais, Hassan Borgo, un Zaghawa/Kapka dont le rôle est avéré dans la création du Mouvement national pour la réforme et la démocratie. La responsabilité indirecte du chef d'État tchadien dans la destruction de campements zaghawa au Darfour comme dans les affrontements entre insurgés darfouriens semble acquise au-delà du premier cercle de ses opposants.

Idriss Déby a fait valoir avec raison les faiblesses abyssales de l'opposition armée et le retour de nombre des déserteurs depuis le mois de novembre 2005. La méfiance totale était donc à l'ordre du jour et on voit mal comment elle pourrait se résorber après les déclarations des uns et des autres.

Le Président Déby ne s'y est trompé pas lorsqu'il a organisé le 18 janvier 2006 en grande pompe l'accord entre le MJE (Mouvement pour la justice et l'égalité présidé par Khalil Ibrahim Mohamed) et la faction de l'Armée de Libération du Soudan présidée par Mini Arko Minawi (ALS/Mini) puis le 23 janvier avec le MNRD (Mouvement national pour le redressement et la démocratie du général Djibrine Abdelkarim Bari): il s'agissait de limiter les défections dans les sous-groupes Zaghawa non Bideyat et d'apparaître comme le dirigeant "naturel" des Zaghawa face à un pouvoir soudanais qui ne rêverait que

de les exterminer.²⁴ Le nom de son grand-père fut ajouté par décret comme pour marquer son appartenance au lignage des Itno, une appartenance que certaines vexations à ses parents avaient mises à mal dans cette crise.

Pourtant, cette politique s'est révélée être un échec. Le 18 février, la défection de l'ancien chef d'état-major général des armées, Seby Aguid, et d'autres gradés a montré d'une part que la crise n'était pas contenue et, d'autre part, que le SCUD disposait maintenant de chefs militaires capables d'organiser une offensive, ce qui n'était pas acquis par les défections en octobre et novembre. Encore fallait-il vouloir combattre! De la même manière, la prétendue tentative de coup d'État du 15 mars a souligné que même des effectifs réintégré dans une Garde présidentielle qui ne dit pas son nom n'étaient pas sûrs: le colonel Bakhit Ramadan, fidèle parmi les fidèles, a quitté N'Djamena avec des équipements militaires pour rejoindre ses alliés dans le Darfour. Il est difficile d'imaginer que cette crise a été circonscrite même si les affrontements dans N'Djamena le 13 avril ont témoigné d'une mobilisation de la population zaghawa pour sauver "son" président autant que d'une action des troupes restées fidèles.

C. LA CRISE AU DARFOUR

La crise du Darfour a eu trois conséquences majeures sur la stabilité interne du Tchad.²⁵

Elle a poussé à une dégradation rapide des relations avec Khartoum et à un soutien de plus en plus conséquent aux factions armées opposant le régime d'Idriss Déby, au-delà des milices arabes formées souvent dès avant 2003. Elle a fourni une opportunité majeure à tous les dissidents tentés par la voie armée de trouver un sanctuaire au point que Khartoum et al-Geneina font figure de points de rassemblement de plusieurs générations d'opposants plus ou moins crédibles. Enfin, et de façon majeure, elle a exprimé de façon très crue l'isolement du pouvoir actuel: pour beaucoup de Tchadiens originaires du sud ou du

centre, 1,5 pour cent de la population tchadienne ont pris en otage le devenir de leur société car le Darfour est à plus de 1 000 kilomètres de la capitale et demeure de ce seul fait une quasi-fiction pour la plupart.

Sans doute la position initiale d'Idriss Déby n'a-t-elle pas été en faveur de l'insurrection au Darfour malgré les sympathies dont elle a bénéficié dans son entourage immédiat. Pratiquement jusqu'à l'automne 2005, avec des hauts et des bas, celui-ci n'a pas hésité pas à jouer la carte de Khartoum en créant des divisions au sein du MJE, ennemi absolu de Khartoum, et à financer des embuscades entre les différents mouvements.

Le Soudan a toujours perçu le régime tchadien non comme un État ami mais comme le pouvoir d'un groupe ethnique: les commissions mixtes entre les deux pays abordaient très rarement d'autres points que la situation sur la frontière. Au début du conflit ouvert en février 2003, les responsables à Khartoum étaient disposés à admettre la bonne volonté du président tchadien et ont reconnu la difficulté pour lui de brider les siens.

Mais rapidement, et notamment à l'occasion de la médiation entreprise par N'Djamena au printemps 2004, la perception soudanaise a changé: l'intimité des insurgés darfouriens avec des proches parents du président (rappelons par exemple que Daoussa Déby est l'un de leurs financiers, que Timan Déby est lié par sa mère à Khalil Ibrahim, etc.) faisaient planer un doute sur un double jeu possible.²⁶

À partir de ce moment et en crescendo, les rebelles tchadiens ont trouvé des interlocuteurs du côté soudanais, d'abord pour les cantonnements – dès l'été 2004 - puis très vite pour de l'armement et des financements, dans la mesure où certains de ces groupes acceptaient aussi de faire le coup de feu contre les insurgés au Darfour et pas simplement de mener des actions sans grande envergure au Tchad.

Une seconde conséquence, corollaire de ce premier point, est évidemment la mobilisation des opposants d'hier et d'aujourd'hui en quête de soutien politique, mais d'abord d'argent et d'une légitimité qui leur permettrait de faire valoir leurs ambitions un jour au Tchad. Khartoum est autrement plus riche que ne l'est N'Djamena.

Le MPLS (le Mouvement populaire pour la libération du Soudan) de Salva Kiir, représenté par quelques ministres dépossédés de l'essentiel de leurs prérogatives au sein du gouvernement d'union nationale mis en place en septembre

²⁴ Armée de libération du Soudan et principal groupe insurgé du Darfour; Mini Arko Minawi s'est fait élire dirigeant au terme d'un congrès à l'automne 2005 que son principal rival, Abdelwahid Mohamed Nour (Four), a boycotté.

²⁵ Voir les rapports de Crisis Group Africa Report N°105, *To Save Darfur*, 17 March 2006; Africa Briefing N°32, *Unifying Darfur's Rebels: A Prerequisite for Peace*, 6 October 2005; Africa Briefing N°28, *The AU's Mission in Darfur: Bridging the Gaps*, 6 July 2005; Africa Report N°89, *Darfur: The Failure to Protect*, 8 March 2005; Africa Report N°83, *Darfur Deadline: A New International Action Plan*, 23 August 2004; Africa Report N°80, *Sudan: Now or Never in Darfur*, 23 May 2004; and Africa Report N°76, *Darfur Rising: Sudan's New Crisis*, 25 March 2004.

²⁶ Les deux mères sont cousines au premier degré. Daoussa Déby, le frère aîné du président, a grandi dans la même famille que Khalil Ibrahim.

2005 n'a aucun moyen de peser sur les services de renseignement et l'armée soudanaise. De fait, le contrôle de ces services est davantage lié aux luttes de factions qui se déroulent à l'heure actuelle au sein du parti du Congrès national présidé par Omar el-Bashir.

Non seulement un certain nombre de mouvements éparpillés un temps au Soudan et en République centrafricaine ont bénéficié de la générosité de ces services de sécurité, mais des anciens cadres de mouvements armés réfugiés en Afrique de l'Ouest et dans les pays occidentaux ont fait le voyage à Khartoum pour tenter leur chance: s'ils se révèlent nécessaires pour l'équation politique tchadienne telle qu'elle est perçue à Khartoum, ils seront aidés et financés, sinon Khartoum n'hésitera pas à les faire arrêter comme gage de sa neutralité retrouvée.

On examinera plus avant les options politiques de Khartoum face à ces groupes armés dissidents mais, pour le régime de Déby, la conclusion est claire: le Soudan, comme il l'a fait lors de la création du Frolinat, de la résistance d'Habré aux Libyens et du coup d'État manqué d'Idriss Déby en 1989, a choisi de soutenir une opposition armée, et est d'une certaine façon condamné à réussir à remettre en cause les orientations du président tchadien, sans doute même sa position personnelle.

Enfin, il faut être à N'Djamena pour comprendre combien le Darfour est loin de la préoccupation de la population, aux prises, comme on l'a vu, avec une crise multiforme. L'idée qu'il faille engager le Tchad dans une épreuve de force internationale pour le Darfour et pour en quelque sorte "sauver les Zaghawa" n'est pas la plus populaire. Les propos tenus sur ce groupe sont souvent d'une violence contenue: ils sont la cause de tous les malheurs, à la fois bandits, policiers, bureaucrates et militaires. On rappelle leur poids démographique (moins de 2 pour cent de la population) pour s'insurger des conséquences de leur solidarité avec les Darfouriens.

En outre, la population ressent aussi la présence de près de 180 000 réfugiés encadrés par des ONG et des agences internationales: l'inflation s'accélère, les services octroyés aux Tchadiens sont moindres que ceux donnés aux réfugiés, etc. Au risque de multiples simplifications, le pouvoir apparaît ainsi nu et isolé aux yeux d'une grande partie de la population urbaine.

On l'a déjà dit, les liens chaleureux entre Omar el-Bashir et Idriss Déby pendant de longs mois éclairent aussi le sort des populations zaghawa déplacées à l'intérieur du Soudan ou réfugiées au Tchad. La solidarité ethnique n'a, une nouvelle fois, pas été au rendez-vous.

Les accords signés à N'Djamena entre MJE, ALS/Mini et MNRD en janvier traduisent beaucoup plus la faiblesse du président tchadien que sa force. En effet, après avoir tenté

de l'arrêter et de le renvoyer au Soudan, après avoir - sur l'instigation directe de Khartoum - poussé à des divisions au sein du MJE de Khalil Ibrahim, accueillir ce dernier au Méridien de N'Djamena et se féliciter de son appui à son régime n'est pas une grande victoire. De même, devoir congratuler Mini Arko Minawi, qui était jusqu'alors considéré avec le plus grand mépris, n'a pas dû être le plus facile. Que dire du MNRD, soutenu par N'Djamena, puis combattant contre son armée? Ces accords ont évidemment eu des implications diverses suivant qu'on considère la situation au Tchad, au Darfour et à Abuja.

Au Tchad, ces accords ont été compris comme une tentative par Idriss Déby de consolider sa dimension de dirigeant zaghawa: compte tenu des perceptions dans le reste de la population tchadienne, leur coût politique est déjà important. Comme les nouvelles défections à la mi-février 2006 l'attestent, cette alliance n'est pas suffisamment crédible pour maintenir une unité des Zaghawa contre "l'agresseur soudanais" malgré les déclarations optimistes en ce sens des signataires. De plus, dès la signature du premier le 18 janvier 2006, un débat s'est ouvert en milieu zaghawa sur la viabilité d'un tel accord. Était-ce le temps nécessaire pour l'acheminement d'une aide militaire érythréenne aux fronts darfouriens? Ou celui de la mise en place de nouveaux canaux de discussion entre N'Djamena et Khartoum?

Or la confiance entre les parties restait ténue. Certains proches des mouvements ont évoqué, en effet, la tentative en 2004 du président de renvoyer au Soudan un ancien chef d'état-major du MJE, qui a alors été stoppée par la Garde républicaine. Khalil et Mini devaient-ils s'attendre à un tel destin, Khartoum renvoyant à N'Djamena des dirigeants de la rébellion tchadienne?

Au Darfour, malgré la signature de Khamis Abdalla Abakar (la grande figure Massalit de l'ALS), l'accord du 18 janvier fut interprété comme la confirmation de l'importance des Zaghawa dans ces deux tendances (MJE et ALS/Mini), le fait que leur logique politique était plus tchadienne que darfourienne ou soudanaise: cela a donc affermi un sentiment anti-Zaghawa, que Khartoum depuis deux ans s'était efforcé de cultiver.

À Abuja, la signature de ces accords sous la houlette du président tchadien a confirmé le sentiment d'une grande partie des médiateurs. Le MJE et la faction ALS/Mini (l'autre groupe n'y était pas représenté) n'avaient pas un agenda darfourien et ont tenté par des moyens dilatoires d'empêcher la signature d'un accord. Khartoum était disposé à aller de l'avant, de même que la faction de l'ALS conduite par Abdelwahid.

Ces groupes avaient des ambitions ethno-nationales qui feraient fi de la réalité du Darfour ou étaient plus crûment les marionnettes d'opérateurs politiques à Khartoum

ou à N'Djamena. La convergence de Khartoum et des médiateurs (américains inclus) était alors quelque peu insolite et s'expliquait surtout par la nécessité pour les médiateurs d'aboutir à un accord, quitte à marginaliser quiconque s'y opposerait.

C'était sans compter avec Khamis qui mobilisait ses sympathisants pour remettre en cause une nouvelle fois la représentation de l'ALS à Abuja et a provoqué un nouvel incident en remettant en question publiquement la légitimité d'Abdelwahid et en l'obligeant ainsi à de nouvelles tractations au sein du MLS. Ce problème, comme d'autres crises, saillant au début mars 2006, a trouvé une solution négociée grâce à l'arrivée dans la capitale nigériane des dirigeants signataires des accords de N'Djamena. Le forcing des médiateurs, la dynamique de négociation et les rivalités entre dirigeants darfouriens ont d'ailleurs mis à mal ces points de vue puisque Mini était le seul parmi eux à signer les accords à Abuja le 5 mai.

On le mesure peu à peu, l'imbrication croissante des crises au Darfour et au Tchad rend beaucoup plus complexe leur règlement. Du côté du régime d'Idriss Déby, une internationalisation de la crise conduirait à la mise en place d'un cordon sanitaire sur la frontière et à une marginalisation de son opposition militaire. L'accès à des revenus pétroliers beaucoup plus importants en 2007 devrait fournir au gouvernement tchadien les moyens financiers nécessaires pour la défaire et rebondir politiquement.

Ce scénario optimiste minimise deux inconnues. D'abord, le refus de Khartoum d'une présence militaire internationale renforcée au Darfour peut durer, laissant le temps à une opposition armée tchadienne composite de mener son travail de sape du régime d'Idriss Déby. D'autre part, la crise politique interne n'est pas seulement fonction de l'existence d'une opposition armée mais procède d'autres éléments dont la santé précaire du président, l'incertitude sur sa succession, la mise entre parenthèse de l'État depuis le début de la crise militaire, l'illégitimité croissante du pouvoir encore renforcée par des élections présidentielles calamiteuses en mai 2006.

V. LES OPPOSITIONS AU RÉGIME D'IDRISS DÉBY

A. LES PARTIS POLITIQUES CIVILS AU TCHAD: LES GRANDS PERDANTS

Même si les critiques concernant le président Déby et son régime ne brillent pas par leur modération, un certain nombre de transformations politiques ont eu lieu depuis 1990. Des partis politiques existent, des associations fonctionnent, des médias rendent compte avec plus ou moins de rigueur de l'actualité nationale et internationale. Si l'on ne peut parler de démocratie, les conditions d'exercice des droits politiques élémentaires ne sont plus aussi périlleuses que sous Hissène Habré. Ce pouvoir est en fait passé par des phases assez variées de décompression autoritaire ou, au contraire, de remontée de coercition politique.

Les partis politiques dans une société traumatisée par la guerre, comme l'était le Tchad en 1990, sont des institutions étranges qui remplissent de nombreuses fonctions sociales mais finalement assez peu celles associées traditionnellement à une organisation politique. On ne peut les blâmer pour cela. Faire de la politique sous un régime semi-autoritaire, surtout en dehors de la capitale, est une tâche difficile, parfois périlleuse. En 1990 ou en 1993, il aurait fallu définir d'emblée les conditions financières du fonctionnement politique: si la mode chez les donateurs est d'évoquer à tout propos une économie politique de la guerre, le silence règne sur les conditions d'une économie politique de la démocratie et de la paix.

Il est donc juste de souligner combien l'essentiel de ces regroupements sont structurellement faibles, reflètent de façon assez approximative des intérêts ethniques ou régionaux et ressemblent plutôt à des machines à la disposition d'entrepreneurs politiques. Une telle analyse pourrait être menée dans le détail et, sans aucun doute, serait nuancée mais corroborée sur l'essentiel. Ces remarques s'appliquent dans leur entièreté au MPS et non seulement à un ensemble pour le moins composite d'organisations politiques. Le MPS, lors de sa création en 1990, reflétait une alliance militaire et l'esquisse d'un partage du pouvoir en cas de victoire. Il n'est plus depuis de longues années qu'une fiction institutionnelle, aux ordres du Président et ne conservant une cohérence que grâce à la fêrle de celui-ci.

Les autres organisations politiques, lorsqu'elles n'ont pas été créées par le parti au pouvoir pour diviser ses opposants, ont au moins acquis une pratique du pluralisme pour avoir goûté, pendant une période plus ou moins longue, les charmes amers de l'opposition et la nécessité des alliances. On le voit à merveille dans la constitution de la Coordination

des partis politiques pour la défense de la constitution (CPDC), qui regroupe aujourd'hui les organisations d'opposition les plus crédibles et reflète la totalité des populations du Tchad à travers, il est vrai, rien moins que vingt partis politiques.²⁷

Dans la mesure où l'importance de fraudes électorales (les dernières en date étant celles commises lors des élections présidentielles de mai 2006) n'a cessé d'augmenter avec les années, l'opposition a mûri dans une véritable culture du boycott. On peut en comprendre les raisons. Beaucoup, comme Lol Mahamat Choua, Wadal Abdelkader Kamougué ou Saleh Kebzabo, ont à un moment ou un autre joué le jeu et ont perdu une part de leur crédibilité. La radicalité n'a donc plus aucun coût politique puisque les alliances avec le MPS ne sont pas bâties sur des compromis politiques mais sur des récompenses individuelles. Ce positionnement évite aussi à un certain nombre de partis de tirer leur propre bilan des quinze dernières années. L'amertume des jeunes face à une classe politique vieillissante est là pour témoigner que ce bilan demeure nécessaire.

La position légèrement incantatoire (mais cela ne signifie pas qu'elle soit incorrecte) de l'essentiel de ces partis est de demander un dialogue avec le pouvoir afin que les prochaines consultations populaires ne soient pas des farces. On peut imaginer que les conditions d'un tel débat ne sont pas aisées à définir et que le consensus qui semble régner entre partis sur ce point est nourri de multiples non-dits et calculs. Mais, plus positivement, leur évaluation de la Conférence nationale souveraine (CNS) de 1993 est autrement plus sereine qu'elle ne l'était il y a dix ans. Dans le même temps, à l'instar d'un sentiment très populaire, les partis ont l'attention rivée sur les mouvements d'opposition armés et les défections des forces de sécurité tant ils paraissent mesurer l'impuissance de leurs propres revendications puisqu'ils ont choisi de rester dans un champ politique civil.

B. LES PRINCIPAUX PARTIS ARMÉS

On ne reviendra pas ici en détails sur la genèse des différents groupes pour se limiter à une description des rapports de force en mai 2006. A bien des égards, on est face à une constellation de mouvements dont la réalité sur le terrain, même en acceptant certaines affirmations très optimistes de leurs partisans, est sujette à débats.

Cette opposition armée peut se décomposer en trois pôles dont les appellations sont en mai 2006 les suivantes: le

Front uni pour le changement démocratique (FUCD) dirigé par Mahamat Nour Abdelkarim; les Zaghawa, dont l'expression politique serait duale: le Rassemblement des forces démocratiques (RAFD) de Timan Erdimi et le Rassemblement pour la justice (RPJ) d'Abakar Tolli; le MDJT, dont il a déjà été question dans la première partie. Il faudrait adjoindre à ces groupes d'autres mouvements armés qui sont souvent plus anciens mais dont la réalité militaire est pour l'heure discutable.

Le FUCD a officiellement été créé le 28 décembre 2005 et se veut la fédération des principaux mouvements rebelles, notamment le fraîchement constitué SCUD dirigé par un jeune diplômé, Yaya Dillo. Cette tentative a vite tourné à l'échec en raison de problèmes de personnes. Aujourd'hui, le FUCD est fondamentalement composé par le Rassemblement pour la démocratie et la liberté (RDL), dirigé par Mahamat Nour, auquel se sont agglomérées d'autres factions armées recrutant pour l'essentiel dans les groupes arabes et ouaddaïens. Mahamat Nour n'est pas un inconnu sur la scène politique tchadienne: il appartient au groupe ouaddaïen des Tama qui vivent pour l'essentiel de l'agriculture et est le petit fils de leur Sultan. Dans les années 1990, il a participé à une rébellion dirigée par le colonel Mahamat Garfa (également un Tama), l'Alliance nationale de résistance. Rallié en 2003, comme Mahamat Garfa, qui est alors devenu ministre des Postes, il a rapidement manifesté son mécontentement et est reparti au Soudan où il émerge aujourd'hui comme la principale figure de l'opposition armée malgré sa jeunesse et un sens politique contesté. Son engagement anti-Zaghawa ne fait pas de doute: il les tient pour responsables de la migration de son peuple au Soudan. Les Zaghawa, devant faire face à la désertification de leurs pâturages, ont dans les années 1990 confisqué les terres de ces agriculteurs en les chassant par force. Son chef d'état-major était le colonel Mahamat Issa Mahamat, décédé de ses blessures après la bataille de N'djamena, qui avait fait l'École de guerre à Paris en 2004-2005 puis rejoint le FUCD durant l'hiver 2005/2006. Ses liens avec Khartoum l'ont promu à la tête du mouvement, rebaptisé pour l'occasion RDL, devant son cousin, Mahamat Abbo Sileck qui a été emprisonné en novembre 2005 à Khartoum pour avoir fait des déclarations intempestives et sans doute aussi de l'ombre à ce cousin au premier degré et au caractère très ombrageux. Il est accusé d'avoir dès 2003 participé aux côtés de milices *janjaweed* à la répression des sympathisants du MJE et du Mouvement de Libération du Soudan / Armée de Libération du Soudan (MLS / ALS). Sa proximité avec les Soudanais laisse penser qu'il reçoit également de l'aide pour planifier ses opérations. Néanmoins, l'attaque de la ville d'Adré en décembre 2005 a été une véritable défaite et il est trop tôt pour évaluer les conséquences militaires de l'attaque sur N'Djamena du 13 avril qui est une véritable défaite militaire même si politiquement le régime d'Idriss Déby a beaucoup perdu en crédibilité. La force du FUCD était

²⁷ Les communiqués annonçant l'établissement de la CPDC sont repris sur les principaux sites d'information tchadiens, notamment: <http://www.ialtchad.com/actualite.htm#ja>. Consulter aussi l'excellent: <http://www.sudantribune.com/sommaire.php3>

estimée en février 2006 par les observateurs à Khartoum à près de 3 000 hommes.

Le RPJ d'Abakar Tolli (Zaghawa/Borogate, ex-DG de l'École nationale de l'administration et de la magistrature et oncle de l'actuel ministre des Finances) semble être en perte de confiance en mai 2006. Ce groupe, initialement appelé Groupe du 8 décembre, aurait souffert de défections nombreuses soit vers le SCUD, soit vers le groupe de Mahamat Nour; d'autres membres seraient rentrés tout simplement à N'Djamena. De plus, il a fait face le 20 mars à une puissante attaque des forces tchadiennes et semble avoir perdu de nombreux combattants et du matériel militaire.

Les autres Zaghawa forment une coalition assez étrange. Il y a d'abord le SCUD théoriquement dirigé par Yaya Dillo, le groupe de Seby Aguid, le groupe de Bakhit Ramadan et d'autres venus dans le sillage de Timan Erdimi à la fin février 2006. Peut-être est-ce la finalité du RAFD que de fédérer ces différents groupes et d'éventuels alliés sous la houlette de Timan Erdimi? Il est difficile de se prononcer, sauf à prendre pour argent comptant les communiqués diffusés sur des sites Internet pas toujours fiables. En tout état de cause, ce groupe n'a pratiquement pas combattu contre le régime même s'il a été durement attaqué par ses forces le 20 mars. Cette passivité ne contribue pas à asseoir sa crédibilité dans le monde des politico-militaires toujours très méfiants face à d'anciens alliés d'Idriss Déby. Il a aussi évolué politiquement puisque Timan Erdimi accuse, après l'attaque de la capitale, le MJE d'avoir fourni des supplétifs à Idriss Déby à Adré et à Sahr. Sans doute est-ce pour la première fois une manière de se dissocier clairement des insurgés zaghawa du Darfour et de souligner que les intérêts du RAFD sont au Tchad, pas au Soudan.

Le soutien à ces groupes armés pose néanmoins quelques problèmes pour le régime soudanais car il lui faut chercher un équilibre entre deux exigences. Pour que l'opposition armée ait un impact au Tchad, il faut une décomposition militaire des Zaghawa qui demeurent avec les Gorane l'épine dorsale de l'armée gouvernementale, et donc que le RAFD joue un rôle dans l'opposition armée à Idriss Déby. Mais il est impensable pour Khartoum d'imaginer un autre Zaghawa à la tête de l'État tchadien: les dirigeants soudanais se retrouveraient à terme face aux mêmes solidarités transnationales, et le démantèlement des forces insurgées au Darfour devrait être repensé. La première solution qu'ils ont imaginé a été de tenter la création d'une fédération: c'était le but du FUCD et ce fut un échec puisque le SCUD ne s'est jamais rallié.²⁸ La seconde

solution a été le voyage du chef de la Sécurité soudanaise, Salah Abdallah Gosh, à Tripoli et N'Djamena à la mi-mars. Après l'accord de Tripoli du 8 février, Khartoum pouvait montrer sa bonne volonté en laissant les forces armées tchadiennes attaquer les camps du SCUD et du RPJ. Khartoum attestait sa bonne foi, donnait une leçon à des groupes récalcitrants (qui avaient cependant été prévenus pour que l'affrontement serve aussi à tester l'armée tchadienne) et incidemment poussait les Zaghawa à s'entretuer.²⁹ Le problème de Khartoum est de savoir comment opérer maintenant: les Zaghawa tchadiens n'ont pas bougé quand les colonnes de Mahamat Nour se battaient en avril. Adversaires potentiels? Alliés possibles? Nul ne peut, pour l'heure, répondre à ces questions.

Khartoum doit aussi faire face à un autre problème, sans doute aussi sérieux que la coordination des opérations militaires: les logiques d'ego dans ces groupes,³⁰ l'affichage sans pudeur de supériorités ethniques, l'absence aussi de véritables programmes politiques. Ces groupes armés ne partagent qu'un seul but commun: le renversement d'Idriss Déby. Pour le reste, c'est-à-dire l'essentiel au moins pour la population tchadienne, il n'y a que rhétorique.

Il est difficile d'apprécier l'attitude de la population vis-à-vis d'une telle galaxie de groupes armés. Ses sentiments apparaissent très contradictoires. D'une part, la période 1978-1983 a laissé un véritable traumatisme et beaucoup espèrent que celle-ci ne se répétera pas. Toutes ces organisations armées recrutent pour l'essentiel dans des groupes ethniques très minoritaires et, une fois de plus, les sudistes s'y trouvent très mal représentés, ce qui accroît d'autant leur amertume vis-à-vis de cette situation. D'autre part, la perte de légitimité de ce régime est telle que peu croient encore à une transition pacifique: l'argument souvent cité, mais sans doute apocryphe, est que le Président Déby aurait affirmé que, étant arrivé au pouvoir par les armes, il ne le quitterait que par les armes.

²⁸ De telles scissions demeurent possibles demain et seraient le fait d'autres groupes mineurs renforcés par des ralliés et un appui économique de la diaspora.

²⁹ *Africa Confidential*, 12 avril 2006.

³⁰ Problème qui sera encore aiguë par l'arrivée dans le jeu politique de l'ancienne génération réfugiée en Europe et organisée dans la Coordination des mouvements armés et politiques de l'opposition (CEMAP).

VI. LES ACTEURS EXTÉRIEURS

Les formes de la crise tchadienne ont notablement évolué depuis les années 1960: les capacités de l'État, la vie politique, les acteurs civils et militaires ont souvent sous leur apparente constance été profondément affectés par le cours des événements nationaux et internationaux. S'il est important de ne pas réifier les protagonistes internes de la crise tchadienne, il est judicieux de faire preuve d'une égale prudence vis-à-vis de ses acteurs externes. La France et la Libye, notamment, demeurent jusqu'à aujourd'hui profondément impliquées au Tchad, mais leurs motivations ont peut-être évolué par rapport à celles des années 1960 ou 1980. Après quelques rappels rapides, on se limitera donc à la période d'Idriss Déby.

Potentiellement, quatre pays ont eu un rôle crucial dans la crise tchadienne: le Soudan, la Libye, les États-Unis et la France. Le cas du Soudan a été analysé de façon cursive dans l'exposé des différents moments de la crise tchadienne et nous n'y reviendrons pas.

A. LES ÉTATS-UNIS

La position des États-Unis est paradoxale. Omniprésents dans les années 1980, lorsque le combat contre la Libye figurait comme l'une des orientations majeures de leur politique africaine, ils ont considérablement réduit leur implication dans la vie politique tchadienne après le renversement d'Habré et, surtout, la normalisation de la politique étrangère libyenne. Cette opposition à la Libye s'ancrait dans une vision de la guerre froide, d'un côté, et proche-orientale, de l'autre. En effet, la Libye était alors alliée à l'Éthiopie et au Yémen du Sud, sous parapluie soviétique. De plus, elle abritait sur son territoire des groupes comme celui d'Abu Nidal, qui étaient responsables d'actes terroristes contre la population israélienne (et l'OLP) et avaient également frappé des intérêts américains au Soudan.³¹ Les robustes sanctions mises en œuvre contre la Libye à partir du 15 avril 1992 et le fort consensus occidental auguraient d'un règlement.³² Le 12 septembre 2003, les Nations unies ont levé les sanctions contre la Libye et en juin 2004, des relations diplomatiques ont été rétablies entre Tripoli et Washington.

³¹ Comme l'illustrent les pages que consacre l'ambassadeur Donald Petterson à cette question dans son livre sur le Soudan: *Inside Sudan. Political Islam, Conflict and Catastrophe*, Boulder, Westview Press, 1999.

³² Pour une description de cette période, voir Dirk Vandewalle, *A History of Modern Libya*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

Aussi, dans les années 1990, Washington semblait n'avoir sur le Tchad qu'une doctrine. Mieux valait déléguer aux Français le suivi de la vie politique tchadienne dans la mesure où les intérêts économiques américains étaient convenablement défendus par les firmes elles-mêmes, Exxon en tête. Comme toujours dans de telles situations, Washington a fait preuve de discrétion tout en exprimant *mezza voce* à maintes reprises ses inquiétudes sur la situation des droits de l'homme, consternante à certains moments, ou sur une démocratie réduite aux acquêts, notamment après les élections présidentielles bâclées de 2001. Cette posture traduisait moins le courage politique d'un État promoteur de la démocratie que le service minimum d'une diplomatie gestionnaire.

La crise du Darfour et les conséquences du 11 septembre ont modifié la donne sans réellement inciter Washington à repenser de façon drastique sa politique vis-à-vis du Tchad. Certes, l'initiative anti-terroriste pan-sahélienne constitue une nouveauté significative mais la réalité de la menace terroriste au Tchad doit encore être prouvée, même si l'arrestation de cadres et de l'ex-numéro deux du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), Abderrezak el-Para, a en mars 2004 induit une réévaluation de la situation.³³

De plus, cet épisode a également souligné les risques d'une instrumentalisation de ce danger par le régime pour ses intérêts les plus égoïstes puisque le président tchadien a tenté de décrier le MDJT, le groupe qui avait arrêté les islamistes algériens, comme également terroriste. Le cas tchadien illustre un autre danger de cette coopération sécuritaire: les armes fournies par l'armée américaine auraient été dérobées lors de l'attaque menée en novembre par le colonel dissident Djibrine Dasseret et ses hommes contre les poudrières militaires de Koundoul et N'djamena.

En tout état de cause, la position américaine est attentiste et semble encore se caler sur celle de la France alors que la crise s'approfondit. Cette position est également dictée par la volonté américaine de remplacer à terme la Mission africaine au Soudan (AMIS) par une opération onusienne ou internationale au Darfour: si des réformes politiques sont demandées, elles ne doivent être mises en œuvre qu'au terme du processus électoral de mai 2006 et bénéficieraient alors d'un appui conjoint franco-américain. La faiblesse de cette attitude est de redonner une légitimité au président Déby alors même que lui sont demandées des réformes qu'il s'est gardé de mettre en place depuis 1990.

³³ Voir le rapport de Crisis Group, Africa Report N°92, *Islamist Terrorism in the Sahel: Fact or Fiction?*, 31 March 2005

B. LA CHINE / TAÏWAN

Cette confrontation est aussi celle de la Chine et de Taïwan. Le Tchad reste, après la défection du Sénégal en octobre 2005, l'un des rares États africains à reconnaître Taïwan et à en recevoir les bénéfices. L'aide de Pékin à Khartoum et, directement ou indirectement, aux oppositions armées tchadiennes, n'est sans doute pas simplement le fruit d'un lobbying de Khartoum. Elle s'inscrit aussi dans une posture classique de la Chine populaire depuis plus d'une dizaine d'années: ramener Taïwan sous son aile et punir ses appuis internationaux de quelque manière que ce soit.

Il faut également noter que des opposants tchadiens ont dans le passé récent tenté avec un certain succès d'obtenir des contacts directs à Pékin. Mahamat Nour et Ngarledjy Yorongar, parmi d'autres, ont ainsi fait le voyage, même s'il est difficile à ce stade d'en connaître les prolongements.

C. LA FRANCE: UNE BASE MILITAIRE CONTRE UN SOUTIEN POLITIQUE?

Au printemps 2006, la France apparaît comme le pays le plus en flèche dans le soutien à Idriss Déby.³⁴ Cette apparente permanence du soutien français aux dirigeants tchadiens ne doit pas faire illusion.

En fait, les Français ont souvent plus accompagné les changements à la tête de l'État tchadien qu'ils ne s'y sont opposés jusqu'à la dernière minute: le coup d'État contre François N'Garta Tombalbaye, la mise à l'écart du Général Malloum, le renversement de Hissène Habré ont, chacun dans des circonstances propres, démontré que les décideurs français savaient faire preuve de réalisme lorsque leur client avait perdu la mise, même si leur revirement tardif se révélait souvent coûteux en vies tchadiennes.

Certes, nous ne sommes pas encore au stade d'un tel retournement de politique car le soutien français a été décisif dans la survie du régime lors de l'offensive d'avril contre N'Djamena. Paris a invoqué des accords de coopération militaire de 1976 pour justifier l'aide logistique et les renseignements que l'armée française a très généreusement fournis à Idriss Déby mais cet argument est spécieux: jamais Hissène Habré n'a eu droit à ce soutien et les signataires tchadiens de l'accord, aujourd'hui dans l'opposition, ont contesté haut et fort cette interprétation de l'Elysée.

Durant les années 1990, un certain nombre de moments de tension entre les deux capitales se sont traduits par

l'expulsion de personnels militaires ou de renseignement (impliqués dans des contacts jugés trop cordiaux à N'djamena avec des groupes d'opposition armée), par l'expulsion d'un ambassadeur il est vrai coupable d'un trop grand enthousiasme pour la presse libre et la société civile. Cependant, les relations de Paris avec le président tchadien demeurent très chaleureuses malgré, depuis l'automne 2005, des voix discordantes dans l'appareil d'État français pour s'alarmer de l'escalade de la crise politique.

Il faut y voir plusieurs raisons. Pour ce qui concerne les militaires, il faut prendre la mesure du rôle très particulier qu'a le Tchad dans la culture des armées françaises. Ce pays a d'abord joué un rôle éminent dans la constitution de la France libre lors de la seconde guerre mondiale. Il a été également le lieu de formation d'une partie des troupes d'élites françaises du fait des multiples interventions militaires décidées par Paris depuis la fin des années 1960 pour sauver un régime tchadien menacé ou contrecarrer les ambitions libyennes.

L'armée française, notamment ses fusiliers de marine, ont nourri jusqu'à aujourd'hui une admiration pour le désert, les nomades, les "ethnies combattantes" nordistes qui leur rappellent la grande époque coloniale: ces schèmes culturels se traduisent par un attachement réel au pays et évidemment par des amitiés. Cette réalité est également confortée par l'histoire personnelle d'Idriss Déby qui a résidé en France deux fois pour de longues périodes de formation et s'y est lié avec des officiers qui sont depuis montés en grade.

D'autres motivations interviennent également au premier rang desquelles le maintien d'une base française en Afrique centrale en plus de celle de Libreville. D'une part, malgré la résolution du différend sur la bande d'Aozou³⁵ en 1994 et une reformulation radicale des ambitions libyennes sur le Tchad (voir la suite), le dispositif militaire français Epervier mis en place le 16 février 1986 a été maintenu et demeure aujourd'hui le second en Afrique après Djibouti: plus de 1 200 hommes et 6 Mirages

³⁵ La bande d'Aozou est une bande de terres tchadiennes de 104 000 km² (comprenant la ville d'Aozou) revendiquée par la Libye qui l'a annexé en 1973, avant d'être reconquise en 1987 par le Tchad. L'origine du différend remonte à la signature en 1935 entre Pierre Laval et Mussolini d'un traité prévoyant la cession par la France à l'Italie de cette bande au sud de la frontière tchado-libyenne, telle qu'elle avait été fixée antérieurement par un accord de 1919. L'Italie s'étant alliée à l'Allemagne d'Hitler, le traité n'a pas été ratifié. La Libye faisait aussi valoir un soi-disant traité secret signé par François Tombalbaye qui aurait reconnu les prétentions libyennes sur la bande d'Aozou en échange d'une aide financière substantielle. Se reporter à l'annexe historique pour plus de détails.

³⁴ "Le piège tchadien", *Le Monde*, 16 avril 2006.

stationnent ainsi sur le territoire tchadien.³⁶ Comment expliquer la permanence de ce dispositif maintenu en place par des équipes gouvernementales différentes?

En tout état de cause, ce déploiement est budgété comme une intervention extérieure et son coût ne relève donc pas du ministère de la Défense mais du ministère des Finances. Pour les militaires français, il s'agit dans une période d'austérité budgétaire d'une situation singulière et agréable qui leur permet à la fois de garantir des périodes d'entraînement en condition réelle et des suppléments de solde afférant à l'expatriation. On ne s'étonnera pas de trouver parmi eux les plus chaleureux défenseurs du président en titre quel que soit par ailleurs leur sentiment profond sur celui-ci.³⁷

Cela est d'autant plus vrai que dans les dernières années Idriss Déby a octroyé aux troupes françaises présentes sur le territoire tchadien des libertés de mouvement peu communes et a défiscalisé l'essentiel de leurs opérations: ce qu'il perdait en taxes diverses (atterrissage, etc...), il le gagnait en soutien politique, un calcul qui s'est révélé jusqu'au printemps 2006 absolument correct.

Pourtant, l'appui au président tchadien ne correspond pas seulement aux intérêts corporatistes d'un lobby militaire français mais aussi à de solides amitiés politiques avec l'actuelle majorité gaulliste: les liens personnels entre les deux présidents sont qualifiés de très chaleureux par leurs proches même si des divergences existent. Idriss Déby a rendu de nombreux services sinon à la France, du moins à son président, et peut-être à Jacques Chirac.

Sans revenir ici sur des allégations traditionnelles –pas forcément les mieux fondées mais pas forcément les plus inexacts - dès lors qu'il est question de la Françafrique, on peut retenir au moins trois moments significatifs.³⁸

En 1997, lors de la conclusion de la guerre civile ouverte au Congo Brazzaville, le Tchad prête main forte aux troupes angolaises pour consolider le pouvoir de Denis Sassou Nguesso, grand ami du président français et gendre du président gabonais, Omar Bongo. Cette intervention a valu aux présidents angolais et tchadien les chaleureuses félicitations de Jacques Chirac, malgré l'ostensible retenue de son Premier ministre d'alors, le socialiste Lionel Jospin, qui avait refusé toute intervention militaire de la

France dans ce conflit autre que la sécurisation de ses ressortissants.

Cette disponibilité des troupes tchadiennes, comme faire-valoir d'une politique conçue à Paris ou en accord avec Paris, s'était déjà manifestée lors de l'opération Turquoise en 1994. Elle allait se répéter dans deux autres crises importantes: la seconde guerre en République démocratique du Congo et la République centrafricaine.

Sous la forte impulsion de Paris très hostile à la coalition anti-Kabila, mais aussi de la Libye, les États francophones d'Afrique centrale se réunissaient à Libreville, le 24 septembre 1998, et sans surprise décidaient d'appuyer Laurent-Désiré Kabila: le Tchad a envoyé 2 000 hommes en RDC où ils furent déployés dans la région de l'Équateur, frontalière avec la RCA et ont combattu le Mouvement de libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba. Dans le même temps, les installations aéroportuaires tchadiennes (notamment Abéché) étaient utilisées pour l'approvisionnement en armements de l'armée congolaise.³⁹ Cette présence, financée en partie par la Libye, a pris fin après le premier sommet de Syrte entre le président ougandais, Yoweri Museveni et Laurent-Désiré Kabila en avril 1999: à la fin mai 1999, les troupes tchadiennes sont rentrées au pays.⁴⁰

La crise centrafricaine était, pour une part, également imbriquée dans celle de la RDC. L'élection d'Ange Félix Patassé en 1993 à la présidence de la République n'a pas permis la stabilisation espérée de ce pays, après des incidents récurrents depuis des années. En 1996, de nouveaux troubles ont éclaté et ont provoqué encore une intervention militaire française – la dernière officiellement - pour sauver un président déconsidéré pour son népotisme et son patrimonialisme. La Mission interafricaine de surveillance des accords de Bangui (MISAB) créée le 24 janvier 1997 a pris la suite et a été remplacée au bout de 14 mois par la Mission des Nations Unies en République Centrafricaine (MINURCA) qui devait consolider une stabilisation toujours précaire de la situation nationale.

Les contentieux entre le Tchad d'Idriss Déby et la RCA d'Ange-Félix Patassé étaient nombreux. D'abord, ce dernier revendiquait une partie des ressources pétrolières tchadiennes en affirmant qu'elles s'étendaient sous le sol centrafricain. Idriss Déby reprochait également à son voisin de maintenir son autorité dans le nord de la RCA

³⁶ Voir Laurent Zecchini, "Un élément important mais non essentiel du dispositif français en Afrique", *Le Monde*, 15 avril 2006.

³⁷ Ainsi Hissène Habré suscitait des sentiments très ambivalents chez les militaires français pour les avoir humiliés à différents moments.

³⁸ Voir Agir ici et Survie, *Tchad, Niger: escroqueries à la démocratie*, Paris, L'Harmattan, 1996.

³⁹ Gerges Berghezan et Félix Nkumdagenzi, *La guerre du Congo-Kinshasa*, Bruxelles, CRIP, 1999.

⁴⁰ Il faut noter que le bilan militaire n'était pas en faveur des troupes tchadiennes: celles-ci n'avaient pas su s'adapter à l'environnement congolais et avaient subi des pertes importantes. Une partie de ce contingent avait pourtant bénéficié de la formation militaire française.

avec des rebelles tchadiens, notamment les bandes armées dirigées par Abdoulaye Miskine ou des FARF de Laokein Barden. Enfin, le président tchadien dénonçait avec raison le sort fait à ses compatriotes résidant en République centrafricaine, notamment les exactions contre les musulmans qui étaient le fait de l'armée gouvernementale et du MLC de Jean-Pierre Bemba. Ce dernier, en effet, durablement installé dans la partie la plus septentrionale de la RDC, l'Equateur, utilisait la RCA comme sanctuaire pour ses troupes mais également comme une véritable interface avec le monde extérieur pour ses importations d'armes et ses opérations commerciales.

Le soutien solide de la France au Général François Bozizé relevait donc d'un calcul géopolitique assez évident. Après avoir fermé ses bases à Bouar et Bangui en 1997, l'armée française a appuyé la MISAB et la MINURCA mais a constaté l'absence de stabilisation possible tant que Patassé était au pouvoir. Ce dernier cultivait des revendications ou des alliances qui n'étaient guère acceptables pour Paris: soutien à des rebelles tchadiens et hypothèque sur l'exploitation pétrolière au Tchad; liens affairistes avec le MLC de Jean-Pierre Bemba; poursuite d'une instabilité intérieure largement due à la prévarication entretenue par le chef de l'État lui-même.

Les relations entre François Bozizé, ancien chef d'état-major de l'armée centrafricaine, et les Français étaient étroites dès les années 1990, et l'exil au Tchad de ce dernier à partir de 2001 (après un échec d'une tentative de coup d'État) fut entièrement consacré à la préparation d'une prise de pouvoir en très bonne intelligence avec les militaires tchadiens et français, les premiers assurant même un rôle significatif dans les combats pour renverser Patassé et l'obliger à l'exil au Togo.

Une conséquence mécanique de ce coup fut la stabilisation de la frontière entre les deux pays et le maintien officiel et officieux de troupes tchadiennes en République centrafricaine pour appuyer le nouveau pouvoir. La déstabilisation de la RCA depuis l'automne 2005 est pour une bonne part due au retrait de ces troupes tchadiennes envoyées par le Président Déby sécuriser les grandes villes de l'est du Tchad.

Ces services rendus ou ces conjonctions d'intérêts, même s'ils sont redoublés par des liens personnels et des affaires plus privées, ne signifient pas pour autant que la France soit complètement prisonnière de son soutien au président tchadien. L'armée française a certes à plusieurs moments joué un rôle essentiel dans les affrontements entre Idriss Déby et son opposition: renseignements vitaux sur les forces adverses et logistique d'une armée tchadienne passablement désorganisée. Mais la France ne s'est pas encore complètement engagée dans un conflit qui ne peut être le sien. Il est toutefois évident que ce rôle, même

limité, s'est révélé essentiel dans la victoire du camp présidentiel.

Ce soutien, s'il a permis au régime d'éviter plusieurs défaites, a également souligné l'impasse dans laquelle se trouve la politique française et remis à l'ordre du jour les critiques sur la politique africaine de Jacques Chirac.⁴¹ En fait, Paris doit arbitrer entre différentes nécessités et l'exercice se révèle de plus en plus périlleux.

D'une part, la France ne veut en aucun cas se retrouver impliquée dans une confrontation entre le Tchad et le Soudan, même si Idriss Déby fait beaucoup pour la provoquer. En effet, les Français voient certes le Darfour à travers le prisme du Tchad mais mesurent mieux que leurs alliés à N'Djamena les conséquences d'un tel aventurisme, alors que Paris a structurellement plus d'intérêts économiques au Soudan qu'au Tchad aujourd'hui. En ce sens, et malgré la chaleur affichée des relations entre les deux capitales, on peut penser que les accords des 18 et 23 janvier signés entre mouvements darfouriens sous l'égide d'Idriss Déby n'ont guère été appréciés à Paris. La France a tout fait, du point de vue de l'Élysée, pour protéger le Tchad de la contagion du Darfour. Lorsque Déby a encadré un accord entre rebelles darfouriens, il a mis à mal cette politique.

D'autre part, même si la France officielle affirme haut et fort que la présence militaire française au Tchad n'est pas une nécessité puisque le dispositif français en Afrique est centré sur Dakar, Libreville et Djibouti, force est de reconnaître qu'un départ français n'est pas à l'ordre du jour malgré l'insécurité grandissante dans l'est et une crise politique que les plus aveugles à Paris ont reconnu en avril 2006.

Tel est donc le paradoxe de la politique française au Tchad. Paris n'y a pas de véritable intérêt stratégique et, pour l'heure, y mène avec détermination la seule politique qui peut l'amener à quitter ce pays sous le feu des critiques: le soutien aveugle et jusqu'aboutiste à un président avide de régler des comptes plutôt que d'éviter à son pays le drame d'un retour de la guerre en guise de transition politique.

D. L'INCONTOURNABLE LIBYE

L'arrivée au pouvoir du Colonel Mouammar Kadhafi, le 1^{er} septembre 1969, avait de profondes répercussions sur le conflit tchadien. En intensifiant de mille manières le

⁴¹ Philippe Bernard et Laurent Zecchni, "Paris ne défendrait pas le régime tchadien en cas de coup d'État", *Le Monde*, 31 mars 2006.

soutien que la Libye octroyait aux insurgés tchadiens du Frolinat, le jeune colonel entendait affirmer un certain nombre de priorités qui marquèrent les relations de son pays avec le Tchad jusqu'à la moitié des années 1990.

Il s'agissait d'abord de soutenir une lutte de libération contre un État jugé néo-colonial: le soutien français à Tombalbaye ne se démentait pas alors que la coercition s'appliquait sur les couches instruites arabophones, les plus susceptibles à gagner la sympathie du dirigeant libyen. Il fallait également pour la Libye retrouver la sphère d'influence que lui avait acquise à la fin du XIX^{ème} l'expansion de la Senoussiyya jusqu'à la République centrafricaine.⁴²

Dans l'esprit du dirigeant libyen, plus que de volonté de puissance, il s'agissait de restauration d'une influence que la colonisation française avait mise à mal. En ce sens, ce type d'ambition n'est pas essentiellement différent de celle de l'Égypte sur son ancienne colonie soudanaise, même si les moyens ont varié.

Enfin, il s'agissait dans la mesure du possible de valoriser la dimension arabe de cette politique dans la mesure où l'arabisme a été pratiquement jusqu'aux sanctions internationales décidées en 1992 un pan essentiel de la diplomatie libyenne, mais ne s'y est jamais réduit.⁴³

A cause des sanctions internationales adoptées à partir de 1992, la Libye est entrée dans une période d'isolement dont elle ne sortit que grâce à ses alliés africains (au premier rang desquels le Burkina Faso, le Mali, le Tchad et le Soudan) en affirmant qu'on ne l'y reprendrait plus.⁴⁴ Le 13 septembre 1998, le Colonel Kadhafi a décidé de tourner définitivement la page de l'arabisme et réorienté la politique libyenne vers le continent africain: le Comité général pour l'unité arabe fut supprimé pour être remplacé par un Comité populaire général pour l'Afrique.

Un an plus tard, au cours d'un sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine à Syrte, les quelque 40 chefs d'État africains présents ont entériné un projet d'Union africaine qui devait permettre à l'organisation continentale de faire peau neuve. Faut-il pour autant croire aux fortes déclarations du dirigeant libyen sur sa reconversion idéologique, l'accent mis sur l'africanité de la Libye et l'abandon de son arabisme proverbial?

Comme on le constate en analysant la politique libyenne vis-à-vis du conflit au Darfour et au Tchad, si la Libye

a certes changé, ses priorités sont souvent restées les mêmes. Mais les moyens pour les faire valoir sont plus subtils qu'ils ne l'étaient dans le passé.⁴⁵

En effet, il est important de bien souligner la différence entre le verbe et l'action: trop d'observateurs ont tendance à interpréter les choix libyens en fonction d'une idéologie aussi simple que dogmatique (un panarabisme intolérant proche du racisme) alors que les dirigeants libyens ont souvent su ou dû faire preuve de réalisme. Il convient aussi de noter une autre difficulté récurrente dans l'observation de la politique libyenne par rapport à son environnement africain: la nature de ses instruments et la très grande informalité de son appareil d'État. Il est facile de donner des exemples liés à l'histoire du Tchad pour souligner combien certaines lectures de la politique libyenne ont été au moins aussi idéologiques que l'objet qu'elles entendaient décrire.

Dans la factionnalisation du Frolinat, les Toubou tiraient mieux que d'autres leur épingle du jeu car ils étaient à proximité de la frontière libyenne et ont su en jouer avec le plus grand talent; ils ont bénéficié alors et pour longtemps de la mobilisation de leurs parents installés de l'autre côté de la frontière et souvent soldats et officiers dans l'armée libyenne. Cette aide ne s'est jamais démentie, bien qu'ils ne soient pas Arabes et fassent partie de ces nomades noirs du Sahara, et malgré des divergences d'appréciation plus ou moins grandes (comme sur le fameux traité de fusion signé par Goukouni en 1981 et jamais mis en application).⁴⁶

L'opposition d'Hissène Habré à la Libye jamais ne faiblit et celle-ci le lui rendit bien. Pour ce faire, Tripoli n'hésita pas à soutenir les Sudistes du général Wadal Abdelkader Kamougué après 1982 qui n'étaient en rien des chantres de l'arabisme ou du Livre vert. Plus tard, alors que les combattants du CDR dirigé alors par Acheikh Ibn Oumar étaient réfugiés entre le Darfour et la Libye, le Colonel Kadhafi a soutenu la thèse défendue par le chef d'état-major des CDR, Rakhis Mannany, plutôt que celle de son dirigeant politique, pourtant tous deux alors en faveur à Tripoli. Plutôt que de tenter seuls une offensive contre Hissène Habré, il fallait, selon Tripoli, constituer une alliance avec les Toubou de Goukouni et les Sudistes non ralliés: on est loin d'une vision idéologique de la guerre contre Habré.

⁴² Jean-Louis Triaud, op. cit.

⁴³ Voir le travail pionnier de R. Lemarchand, *The green and the black: Qadhafi's policies in Africa*, Bloomington, Indiana University Press, 1988.

⁴⁴ Notamment les résolutions 748 du 31 mars 1992 et 883 du 11 novembre 1993.

⁴⁵ "The world has changed radically and drastically and anyone who does not change his own opinion would be a reactionary. The methods and ideas should change and being a revolutionary and a progressive man, I have to follow this movement", interview with *USA Today*, 13 May 2000.

⁴⁶ Jean Chapelle, *Nomades noirs du Sahara*, Paris, L'Harmattan, 1982.

L'arabité des CDR (par ailleurs bien contestable tant les ralliés alors étaient originaires d'autres groupes) ne prévalait pas face à un calcul très rationnel sur les perspectives militaires probables: on connaît la suite, Acheikh s'est réconcilié avec Habré alors que Rakhis ralliait plus tard Idriss Déby, un Zaghawa donc. Ainsi, il importe de remettre l'ethnicisme libyen dans son contexte et ne pas lui faire jouer le rôle démonstratif qu'il a acquis dans une série de publications passées ou plus contemporaines.

Malgré son intervention en novembre-décembre 1980, la Libye devait bien vite mettre un frein à ses ambitions: en novembre 1981, la Libye a dû retirer l'essentiel de ses forces du Tchad (à l'exception de la bande d'Aozou cependant).⁴⁷ L'appui aux troupes de Goukouni a incité les Français à intervenir dans le cadre de l'opération Manta, puis à partir de février 2006 dans le cadre du dispositif Epervier, après un accord de dupes conclu avec François Mitterrand le 17 septembre 1984.

Le 5 octobre 1988 après une cinglante défaite de ses troupes, la Libye rétablissait ses relations diplomatiques avec N'Djamena. La Libye a démontré qu'elle n'avait pas les capacités militaires nécessaires pour faire la différence: elle disposait de moyens financiers et d'équipements militaires en abondance mais son armée semblait ne pas avoir le goût de la guerre et ne partageait guère les ambitions de son dirigeant.

La tentative de coup d'État le 1er avril 1989 par Hassan Djamous, Ibrahim Mahamat Itno et Idriss Déby a offert au Colonel Kadhafi une nouvelle opportunité de défaire le régime d'Hissène Habré, d'autant qu'il avait regroupé, avec ses alliés américains, des opposants libyens dans des camps où ils recevaient une instruction militaire devant leur permettre de lancer des opérations en territoire libyen.

Le soutien à Idriss Déby était donc enthousiaste mais le renversement d'Hissène Habré ne signifiait plus mécaniquement un accroissement de l'influence libyenne. D'abord, Idriss Déby n'avait pas une admiration sans bornes pour son allié: il avait passé l'essentiel de sa vie politique sous les ordres de Hissène Habré et préférait sans nul doute développer des liens plus étroits avec le Soudan d'Omar al-Bachir dont le soutien s'était révélé crucial plutôt qu'avec ce sulfureux voisin de plus en plus empêtré dans les conséquences de ses aventures criminelles et terroristes.⁴⁸

Même si la Libye a continué de jouer un rôle dans les premières années (elle garantit avec le Soudan l'accord de paix avec Abbas Kotty), elle dut bientôt se concentrer sur son propre devenir et entériner la décision de la Cour internationale de La Haye, qui a octroyé en février 1994 la bande d'Aozou au Tchad.

Cette normalisation induite par les sanctions internationales, la multiplication des oppositions internes (islamiste ou autre) ont poussé les dirigeants libyens à se consacrer davantage aux problèmes intérieurs et à adopter une politique étrangère plus en conformité avec la coopération internationale la plus traditionnelle: projets relatifs au transport, au transit, aux investissements économiques et culturels.

Le voyage du dirigeant libyen du 30 avril au 4 mai 1998 a illustré cet aggiornamento, tout comme la création de la Communauté des États sahélo-sahariens (Comessa ou Sen-Sad) en février 1998.⁴⁹ La montée en puissance annoncée de l'économie pétrolière au Tchad ne pouvait que conforter une telle logique. Pourtant, cela ne signifie pas que Libye et Tchad partagent les mêmes analyses sur tous les points chauds de la région. On peut en donner ici deux exemples.

Le président tchadien a commis l'imprudence de rencontrer lors d'une de ses nombreuses visites parisiennes en 2005 des opposants à Tripoli: mal lui en a pris car le MDJT a rapidement reçu une livraison d'armes et de munitions. Cela démontre mieux que de longues analyses que le président libyen n'entend pas accepter de ses voisins ce qu'il pratique avec talent depuis trois décennies, les contacts avec toutes leurs oppositions.

Un second désaccord important porte sur la République centrafricaine: Ange-Félix Patassé était considéré comme un ami par le dirigeant libyen qui a donc peu apprécié la convergence d'intérêts entre Paris et N'Djamena pour porter au pouvoir le Général Bozizé. Cela a provoqué un rafraîchissement des relations entre les deux pays et l'on peut penser que la déstabilisation actuelle de la République centrafricaine n'est pas pour attrister Tripoli.

Sans revenir ici dans les détails sur l'implication actuelle de la Libye dans le conflit au Darfour et la crise au Tchad, on peut dire que trois ambitions structurent la politique libyenne. D'abord, pour Tripoli, il s'agit de s'opposer à toute internationalisation du conflit qui conduirait à une présence occidentale à proximité de ses frontières nationales. Si les forces de l'Union africaine sont acceptables *in fine*, c'est parce qu'elles empêchent les

⁴⁷ T. Mays, *Africa's first peacekeeping operation: the OAU in Chad, 1981-1982*, Westport, Praeger, 2002.

⁴⁸ Le 21 décembre 1988, le vol 103 de la Pan Am explose au dessus du village de Lockerbie. Le 19 septembre 1989, c'est le tour du vol 772 de l'UTA au dessus du Niger. La responsabilité libyenne sera démontrée dans les deux cas. .

⁴⁹ Karine Bennafla, "Tchad: l'appel des sirènes arabo-islamiques", *Autrepart*, vol 16, 2000.

Nations unies ou les puissances occidentales de jouer un rôle militaire éminent dans son environnement.

Autant que l'anti-colonialisme d'antan, il faut voir dans cette opposition la continuité d'une forte défiance motivée pour des raisons de sécurité malgré pourtant une réelle normalisation avec le Royaume Uni (Tony Blair s'est rendu à Tripoli) et les États-Unis (les relations diplomatiques ont été complètement renouées en mai 2006). La signature par N'Djamena et Khartoum d'un accord dans la capitale libyenne le 8 février 2006 s'inscrit absolument dans ce contexte et vise autant à une résolution de la crise entre les deux pays qu'à un évitement d'une intervention demandée par les chancelleries occidentales.

Il s'agit ensuite de se rétablir comme l'indispensable médiateur régional (ou pour le dire dans un autre langage, s'affirmer comme la puissance régionale): depuis le début de la crise du Darfour, la Libye a su cultiver ses relations avec les différents groupes en conflit, prendre des initiatives ou bloquer celle qui ne lui sied pas (comme la négociation à Abuja, où les réticences de Tripoli étaient notées par tous les médiateurs).

Dans la crise tchadienne, les appels du pied n'ont pas manqué et diverses représentations de l'opposition ont fait le voyage à Tripoli (notamment, le FUCD en février 2006) pour exposer leurs doléances. Cet activisme se retrouve également au niveau des relations inter-Étatiques comme l'illustre l'accord de Tripoli déjà cité.

Il s'agit enfin de profiter de cette situation pour regagner une influence sur le Tchad que les bonnes relations entre Khartoum et N'Djamena ont largement entamée. En ce sens, il est plus que probable que Tripoli préfère un Idriss Déby affaibli à un nouveau dirigeant qui serait arrivé au pouvoir avec l'assentiment de Khartoum.

VII. CONCLUSION

Au terme de ce panorama, on conçoit mieux l'importance que revêt la situation actuelle. Nous assistons à la constitution d'un système de conflits où les États et les mouvements armés définissent leurs comportements non plus à partir de leur seule crise nationale mais en fonction d'un complexe de liens de dépendance et d'allégeance régionaux et transnationaux. Ce type de situation n'est pas nouveau: de tels systèmes de guerre se sont construits en Afrique de l'Ouest et dans la région des Grands Lacs et l'on doit mesurer en comparaison les coûts humains de sa non-résolution dans ce cas précis. Il faut donc s'atteler à défaire ce que les vingt-cinq années de pacification incomplète au Tchad ont créé, réparer et transformer ce que la gestion de l'État islamiste au Soudan a détruit au Darfour pour y trouver une paix durable dans un cadre politique démocratique et, enfin, ne pas abandonner la République centrafricaine à un démantèlement radical entrepris depuis de nombreuses années et euphémisé avec plus ou moins de succès par ses dirigeants actuels.

La compréhension de l'État dans ces trois pays n'est pas toujours le plus positif et si les populations se reconnaissent tchadiennes, soudanaises ou centrafricaines, elles savent aussi que de cette identité ne découle plus aucune garantie autre que celle d'être rançonnées par leur propre armée ou par les milices suscitées par cette dernière. Certes, le Tchad n'est pas le Soudan ni la République centrafricaine et, à grossir le trait, on perd des nuances importantes qui permettent d'entrevoir des sorties de crise.

Si une solution existe au Tchad, elle passe d'abord par la recherche d'un dialogue national. Ce consensus, qui a existé au départ d'Hissène Habré, s'est effrité rapidement et s'est évaporé après les élections de 2001 et 2002. Les élections de mai 2006 durcissent encore les termes du débat politique. Les événements actuels illustrent cet aspect et rappellent que le dialogue annoncé par les mouvements armés n'est pas aujourd'hui crédible aux yeux de la population.

Il faudra, dans un cadre politique renouvelé, adopter des politiques incitatives visant notamment à remettre l'appareil d'État au travail et donc limiter les capacités d'interférence de la présidence (quel qu'en soit l'occupant), par la mise en place de règles de transparence (commission anti-corruption, réforme de la magistrature), par une réforme drastique du secteur de la sécurité (fondée sur une évaluation de l'échec des tentatives antérieures), et enfin par des mesures économiques permettant une forte relance du secteur primaire (et de l'amélioration des infrastructures), dont dépend l'essentiel de la population.

Pour le camp présidentiel, les élections de mai 2006 donnent une nouvelle légitimité à Idriss Déby; d'ici un an, celui-ci aura accès à un jackpot financier grâce au pétrole. Les élections parlementaires opportunément reportées au printemps 2007 se dérouleront donc dans les meilleures conditions; quelques hommes politiques de l'opposition seront sans doute rachetés, pour donner le change à certaines exigences de la communauté internationale. Les groupes armés savent aussi que c'est maintenant qu'il faut agir et marquer des points car Idriss Déby, malgré un premier accord avec la Banque mondiale, ne dispose pas encore de suffisamment de fonds et, surtout, le Soudan y a intérêt pour un règlement dans ses termes de la crise au Darfour.

Mais, plutôt que l'un ou l'autre de ces scénarii, on peut penser qu'à l'instar de la situation qu'a connue le Tchad entre 1978 et 1986, c'est la guerre qui sera le résultat de ces différentes stratégies, une guerre perlée sans cause, ni vainqueurs ni vaincus mais qui entretiendra la crise au Darfour et alimentera celle en République centrafricaine.

Faut-il donc n'avoir à choisir qu'entre le maintien dans des conditions inchangées de l'actuel chef d'État ou l'arrivée au pouvoir de groupes armés dont l'imaginaire politique et les ambitions sont en tous points semblables à ceux d'Idriss Déby en 1990?

La crise au Darfour est héritière des événements qui déchirent le Tchad dans les années 1980. Elle souligne l'une des leçons tragiques du conflit civil dans ce pays: on peut s'installer et vivre dans la guerre avec des groupes armés qui transitent d'un pays à l'autre suivant les alliances du moment et militarisent les tissus sociaux. Faut-il que l'histoire se répète, dans l'autre sens cette fois-ci?

Nairobi/Bruxelles, le 1^{er} juin 2006

ANNEXE B

TCHAD: BRÈVE HISTOIRE POLITIQUE JUSQU'À 1990

RAPPELS HISTORIQUES

Au centre du continent africain, le Tchad est un territoire de 1 284 000 km² et le plus vaste en Afrique après le Soudan, la République démocratique du Congo et la Libye. Pays enclavé, il est à plus de 1000 km du port maritime le plus proche. Pourtant, il doit être conçu, comme l'atteste l'histoire de son peuplement, plutôt comme un pays charnière et un lieu d'échange trans-saharien que comme une contrée maintenue dans l'isolement par son enclavement.⁵⁰ Situé dans la partie orientale du Lac Tchad, ce pays subit les effets de la désertification et de l'assèchement progressif de ce qui fut un temps une véritable mer intérieure d'une superficie de près de 330 000 km² qui se serait étendue de Bongor à Faya sur près de 1000 km, 50 000 ans avant notre ère.

La population tchadienne est une impressionnante mosaïque ethnique que l'on peut diviser en plusieurs groupes, les plus nombreux vivant bien sûr dans les parties les plus méridionales du pays.⁵¹ Une répartition statistique des principaux⁵² groupes linguistiques, toute approximative, pourrait être la suivante: Sara (30 pour cent), Arabes (15 pour cent), Mayo-Kebbi (12 pour cent), Kanem (9 pour cent), Ouaddaï (15 pour cent), Hadjarai (8 pour cent), Gorane (6 pour cent), Zaghawa (1,5 pour cent).⁵³ Très grossièrement, les grands groupes de population se répartissent ainsi: 38 pour cent (Sud), 33 pour cent (Centre) et 7 pour cent (Nord). On comprend déjà ainsi pourquoi une vision du Tchad polarisée structurellement entre un Nord et un Sud fait l'impasse sur de nombreuses réalités démographiques, notamment l'existence d'un centre qui est trop peu souvent pris en compte dans les analyses politiques.

Dans le Nord, en zone saharienne, on trouve les Toubou et les Gorane. Les premiers vivent dans la partie la plus septentrionale et montagneuse du Tibesti et ont des relations suivies avec leurs parents installés en Libye.⁵⁴ Ces liens autant que les conditions climatiques et la géographie expliquent pourquoi les révoltes dans cette région du Tchad peuvent durer des années sans affecter par ailleurs la vie de l'immense majorité de la population.

Quant aux Gorane, ils résident dans la partie méridionale du BET, mais aussi dans le Kanem.⁵⁵ Le plus important sous-clan est celui des Annakazza auquel appartient l'ancien Président Hissène Habré. Ils sont connus pour leur violente résistance à l'autorité du Sultan du Ouaddaï, à la Senoussiyya qui s'était établie dans le Borkou et, bien évidemment, aux colonisateurs français.

D'autres groupes, tels les Kreda qui vivent dans le Kanem et forment une part significative des classes commerçantes, leur sont associés. Plus au sud, dans le Biltine, vivent les Zaghawa, dont les principaux sous-clans sont les Bideyat, auquel appartient l'actuel président, Idriss Déby, les Borogate⁵⁶, les Kapka et les Kobé.⁵⁷ Les Zaghawa sont également installés au Darfour mais, hormis quelques campements bideyat, ce sont les Kobé qui, des clans tchadiens, sont les mieux représentés. Les Zaghawa soudanais se retrouvent dans leur immense majorité au sein des Wagi qui se divisent également en plusieurs sous-clans dont les Gala, les Tuer, Artaj, Oulagi, Suweini etc...

Au centre du Tchad, dans la zone sahélienne, coexistent plusieurs groupes importants, les Kanembou, les Ouaddaïens, les Baguirmiens, les Kotoko, les Arabes, les Dadjjo, les Peul, les Haoussas et les Hadjarai. Les Arabes sont, dans l'histoire des migrations au Tchad, arrivés parmi les derniers entre le XIV^e et le XIX^e siècle et

⁵⁰ J. Wright, *Libya, Chad and the Central Sahara*, Londres, Hurst and Co, 1989. O. Pliez, "Migrations entre les deux rives du Sahara", *Autrepart*, n°36, 2005.

⁵¹ Il existe plusieurs descriptions de grande qualité de l'histoire du peuplement au Tchad. Voir notamment J. Chapelle, *Le peuple tchadien. Ses racines et sa vie quotidienne*, Paris, L'Harmattan, 1986. C. Ardit, C. Pairault & J. Tubiana (ed.), *L'identité tchadienne: l'apport des peuples et les apports extérieurs*, Paris, L'Harmattan, 1994.

⁵² C'est-à-dire de ceux qui ont un poids démographique important ou une importance politique significative.

⁵³ Source: carte du Tchad conçue par le ministère des Affaires étrangères français. D'autres sources fournissent des données similaires avec le même degré d'inexactitude.

⁵⁴ Goukouni Oueddeï est le fils du dernier chef traditionnel, le Derdeï Oueddeï Khochideimi, décédé en Décembre 1977 après onze ans d'exil en Libye.

⁵⁵ BET est l'abréviation pour Borkou Ennedi et Tibesti, i.e. la zone saharienne du Tchad.

⁵⁶ Ceux-ci sont très étroitement associés aux Gorane dont ils parlent la langue. D'où une plaisanterie pleine d'ironie souvent à leur égard dans les cercles de la capitale: "Gorane sous Habré, Zaghawa sous Déby..."

⁵⁷ Beri est le nom qu'ils se donnent mais le terme arabe de Zaghawa s'est imposé dans la littérature scientifique, d'autant plus facilement qu'il n'a pas de connotation négative comme c'est le cas, par exemple, en Ethiopie dans l'usage des termes Oromo et Galla.

correspondent à des migrations différentes (ouest-est et nord-sud): ces différences expliquent aussi des installations et des spécialisations économiques diverses. A noter que les Hadjarai ont largement échappé à l'islamisation, sans doute à cause de leur isolement relatif (ils vivent dans des montagnes) et ont souvent constitué avec les Sara la base de recrutement de l'armée coloniale.

Le sud est lui-même une mosaïque de groupes ethniques africains très riche: on doit citer les Sara, le groupe le plus nombreux auquel appartient le premier président du Tchad, François Tombalbaye mais il faut citer également les Moundang, et même les Arabes et Rounga du Salamat.

Cette variété ethnographique se retrouve également dans les structures sociales et politiques précoloniales. Les États du Kanem-Bornou (à partir du VIII^e siècle), du Baguirmi (dès le XVI^e siècle) et du Ouaddai (XVII^e siècle) ont ainsi cristallisé des identités régionales qui ont subsisté jusqu'à aujourd'hui. C'est à partir de l'ouest et du royaume du Kanem que l'Islam a pénétré au Tchad. Ces États ont joué un rôle essentiel dans le développement du commerce trans-saharien mais aussi de la traite des esclaves qui a affecté durablement le sud du Tchad actuel (sans évoquer la République centrafricaine). Mais il faudrait également évoquer les sociétés acéphales du Sud et les systèmes complexes de chefferies qui y ont existé...

La pénétration de l'islam est ancienne, comme on vient de le voir, et s'est faite par l'ouest et non par l'est. L'islam est majoritaire au Tchad car près de 55 pour cent de la population s'en réclament. Le christianisme dans toutes ses composantes représente aujourd'hui plus de 35 pour cent de la population et sa croissance est largement le fait des églises pentecôtistes dont le succès ne se dément pas en Afrique centrale. Il y a encore une proportion significative d'animistes de toutes variétés (environ 15 pour cent maximum). A l'image de la société tchadienne qui s'est considérablement transformée depuis les années 1960, les pratiques religieuses et le sens que leur assigne la population ont également évolué vers un raidissement relatif.⁵⁸

Sans rentrer ici dans une description de l'économie, les écosystèmes ont eu des implications fortes sur le développement rural, notamment l'agriculture qui fait vivre en 2006 encore près de 80 pour cent de la population, estimée à plus de 8,5 millions d'habitants.

La zone saharienne a une surface de près de 780 000 km² avec une pluviométrie pratiquement nulle et la quasi-permanence de vents desséchants. Elle est, par définition, la zone du palmier dattier. Quelques autres cultures sont entreprises dans les oasis.

⁵⁸ Lire notamment l'analyse très mesurée de H. Coudray, "Chrétiens et musulmans du Tchad", *Islamochristiana* (Rome), 1992, pp. 177-234.

La zone sahélienne a une superficie de 374 000 km². Les précipitations annuelles varient entre 300 mm et 650 mm. On y pratique la culture des céréales et des oléagineux ainsi qu'un élevage extensif. Cette partie du pays produit aussi de la gomme arabique (second producteur mondial après le Soudan avec 16 000 tonnes en 2003; troisième recette d'exportation aujourd'hui après le coton et le bétail sur pied).

La zone soudanaise a une superficie de 130 000 km². Les précipitations annuelles y sont comprises entre 650 mm et 1000 mm. On y pratique les cultures suivantes: le coton sur 20 000 ha (depuis la période coloniale), les cultures oléagineuses et légumières (arachide, niébé, sésame, voandzou) sur 300 000 ha, les céréales sur 400 000 à 800 000 ha. Il faut aussi citer les tubercules (manioc, patate douce, igname, taro) et les cultures maraîchères. Il y a aussi du petit élevage.

LA VIE POLITIQUE AVANT L'INDEPENDANCE

La conquête du Tchad était sans doute motivée par la volonté d'une continuité spatiale de l'Empire français en établissant un lien territorial entre le Sénégal (conquis en 1818), l'Algérie (1830) et la côte gabonaise et la rive droite du Congo Brazzaville. C'est le chef d'une de ces expéditions, François Lamy, qui mettait un terme à l'épopée du grand commerçant soudanais Rabah en y perdant comme lui la vie lors de la bataille de Kousséri. C'est en son honneur que la capitale fut nommée Fort Lamy (aujourd'hui N'Djamena).⁵⁹

Cette conquête provoquait de nombreuses révoltes qui ne se produisaient pas seulement au nord où elles étaient connotées par l'islam (Rabah et la Senoussiyya) mais également dans le sud du pays (guerre de Mandoul en 1911, révolte de Bouna en 1929) où le refus de l'impôt et la résistance au travail forcé demeuraient des sentiments très vifs jusqu'à la seconde guerre mondiale.⁶⁰

La période coloniale n'était pas homogène dans ses effets sur la société tchadienne. A partir de 1920, la culture du coton était imposée au sud et cette culture de rente servait à délimiter le fameux "Tchad utile" puisque ailleurs, notamment dans le nord, les possibilités de développement étaient très limitées à cause des écosystèmes. Quant au négoce trans-saharien, la colonisation en a sonné le glas. Le contrôle des grandes routes commerciales, la taxation des marchandises et l'interdiction de la traite ont provoqué

⁵⁹ La meilleure source est J. Le Cornec, *Histoire politique du Tchad de 1900 à 1962*, Paris, LGDJ, 1963.

⁶⁰ J.-L. Triaud, *Tchad 1900-1902: une guerre franco-libyenne oubliée? Une confrérie musulmane, la Sanûsiyya, face à la France*, Paris, L'Harmattan, 1988. C. Ciammaichella, *Libyens et Français du Tchad: 1897-1914: la confrérie senoussite et le commerce transsaharien*, Paris, Editions du CNRS, 1987.

une véritable stagnation économique dans des provinces jusqu' alors relativement prospères comme dans l'Ouaddaï.⁶¹

L'administration civile a mis en place une administration directe à partir de 1915, même si certaines parties du Tchad (BET) sont restées sous administration militaire jusqu'en 1964. Cependant, les rapports entre chefferies traditionnelles et administration locale coloniale, pour n'évoquer que ce point, mériteraient de longs développements tant ils ont variés dans le temps et sur le territoire national.

La scolarisation, dans la mesure où elle a joué un rôle essentiel dans la formation des élites, était également très liée à la politique de l'administration coloniale. Elle était différemment acceptée dans le pays. Au sud, elle connaissait un véritable succès; dans le centre et le nord, elle a rencontré d'énormes difficultés à cause de la question religieuse.⁶² Par exemple, lorsque les colons ouvrirent deux écoles dans le Ouaddaï en 1916, ils durent rapidement les fermer à cause du faible nombre d'élèves. Mais le collègue franco-arabe d'Abéché qui fonctionnait depuis 1952 témoignait d'un véritable engouement de la population, preuve que cette dernière éprouvait des réticences religieuses plus que politiques face à l'école coloniale.

Il ne faudrait d'ailleurs pas en conclure trop rapidement que la politique coloniale était hostile aux musulmans: la France, en fait, soutenait fermement les élites musulmanes traditionnelles et quietistes (notamment de la Tidjaniyya) mais s'opposait fermement aux nouvelles idéologies nationalistes portées par le panarabisme et le panislamisme. Elle s'appuyait d'ailleurs sans fard sur ces élites musulmanes traditionnelles peu sensibles aux sirènes du nationalisme moderne qui avait tant de succès chez les évolués.

On peut dater la naissance de la vie politique dans le cadre colonial au moment de la conférence de Brazzaville, en janvier février 1944: l'expression d'aspirations politiques et la mise en place de nouvelles institutions où pourraient siéger des Africains y furent admises pour la première fois. Dans le même temps, d'importantes modifications législatives ont été votées, qui portaient notamment sur l'abolition du travail forcé, la suppression de l'indigénat, l'application du code pénal français et la création d'assemblées locales.

Dans ce nouveau contexte, des partis politiques se créèrent et envoyèrent des élus à l'assemblée de l'Union française qui avait succédé à l'Empire français. Cette période de

multipartisme devait s'achever en 1962, deux ans après l'indépendance. Parmi les nombreuses organisations qui ont alors vu le jour, trois étaient significatives.⁶³

L'Union démocratique tchadienne fut créée en 1947 comme la section locale du Rassemblement du peuple français (RPF) gaulliste avec le soutien de l'administration coloniale. C'était le parti des notables (sultans, chefs de canton) et des agents de l'administration locale. Ce parti, affilié à la droite française et comptant de nombreux musulmans, tentait de s'opposer à la section locale du Rassemblement démocratique africain, le Parti progressiste tchadien (PPT-RDA) et constituait jusqu'en 1952 la principale force politique dans le nord du pays. Par la suite, des nombreuses scissions l'affaiblirent.

Le PPT s'était implanté surtout dans le sud cotonnier comme parti des évolués et des petits fonctionnaires. Il était, à l'instar du RDA, apparenté alors au Parti communiste français (PCF). Recrutant parmi les cadres de l'administration, le PPT proposait de supprimer l'impôt, la culture du coton et les chefs coutumiers. Il devint à partir de 1952, la principale force politique du pays et comptait parmi ses dirigeants un ancien administrateur d'origine antillaise, Gabriel Lisette, et François Tombalbaye, un jeune instituteur. Si, dans les années 1950, ce parti est apparu de plus en plus comme un parti sudiste, tel n'était pas sa réalité initiale. Il a gardé pendant cette première décennie d'existence une présence notable dans le centre et le nord du pays. Ainsi, son représentant au Ouaddaï était Abba Sidick qui, près de vingt ans plus tard, succéda à Ibrahim Abatcha comme responsable du Frolinat.

Le MSA était un parti tout à l'image d'un de ses fondateurs, Ahmed Koulamallah. Son père était le guide de la Tidjaniyya au Tchad et appartenait à la famille royale du Baguirmi. Lui était un transporteur et un commerçant de bétail. En 1952, il fut élu à l'Assemblée territoriale. En 1957 il prit la direction du parti, alors affilié à la gauche non communiste, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Bien que nationaliste, il obtint aussi peu à peu le soutien des lettrés musulmans et de l'élite religieuse. En 1958, à quelques mois du référendum, Ahmed Koulamallah restait un partisan de l'Union française car il craignait de voir les "sudistes", plus évolués par rapport aux autres, prendre les rênes du jeune État indépendant. Rien n'y ferait.

François Tombalbaye devint premier ministre le 29 mars 1959 et son parti remporta les élections législatives en mai 1959. L'indépendance du Tchad fut proclamée le 11 août 1960.

⁶¹ C. Arditi, "Commerce, islam et État au Tchad (1900-1990)", in E. Grégoire et P. Labazée (ed.), *Grands Commerçants d'Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala, 1993, pp. 175-220.

⁶² Issa Hassan Khayar, *Le Refus de l'école: contribution à l'étude des problèmes de l'éducation chez les Musulmans du Ouaddaï (Tchad)*, Paris, Librairie d'Amérique et d'Orient, 1976.

⁶³ B. Lanne, *Histoire politique du Tchad de 1945 à 1958: administration, partis, élections*, Paris, Karthala, 1998.

LA FIN DU CONSENSUS SOCIAL COLONIAL (1960-1979)

Le conflit tchadien a été longtemps analysé comme un conflit Nord-Sud. Avant de revenir sur cette caractérisation pour en souligner les points aveugles, il faut rappeler les événements les plus significatifs.

Dès avant l'indépendance, François Tombalbaye s'est efforcé d'éliminer les cadres de son parti susceptibles de lui porter ombrage. Certains, comme Lisette, furent condamnés à l'exil, d'autres arrêtés ou rétrogradés. Cette épuration interne déboucha en 1962 sur l'interdiction de tous les partis politiques à l'exception du parti présidentiel, le PPT. Le Tchad ne faisait pas oeuvre originale en Afrique et la culture du parti unique s'installait. Hissène Habré et Idriss Déby, chacun à sa manière, sauraient en faire usage.

Fin octobre 1965, les paysans se révoltèrent à Mangalmé (préfecture du Guéra) contre une administration locale corrompue et des impôts trop lourds.⁶⁴ Cette jacquerie paysanne s'est propagée dans l'est et le centre du pays dans les semaines suivantes. C'est dans un tel contexte qui s'est formé à Nyala, au sud Darfour, le Front de libération nationale du Tchad (Frolinat) le 22 juin 1966. A l'origine, le Frolinat correspondait à la fusion de deux organisations: l'Union nationale tchadienne (UNT) d'Ibrahim Abatcha et le Front de libération du Tchad (FLT) d'Ahmed Hassan Moussa.

Mais les différences régionales minèrent très rapidement cet accord de fusion: quelques mois plus tard, à la fin 1966, le FLT (recrutant essentiellement en milieu ouaddaïen) fit scission, se retranchèrent dans une opposition assez factice au gouvernement pour finalement se rallier au Général Malloum en 1976: c'est d'ailleurs l'une des très rares factions tchadiennes à avoir disparu entièrement sans connaître une "seconde génération".

L'unité du Frolinat, problématique dès sa fondation, ne résista pas à la mort au combat de son dirigeant Ibrahima Abatcha en février 1968. Certes, la rébellion circonscrite un temps dans le centre-est se diffusait dans le BET où Goukouni Oueddeï prit le commandement d'une "Deuxième armée". Hissène Habré, un brillant et jeune administrateur, devint en octobre 1992 son chef d'état-major. Mais la factionnalisation du mouvement était irréversible dès 1970.⁶⁵

Le numéro deux d'Abatcha, Mohamed al-Baghalani (d'origine djelaba soudanaise) refusa l'autorité du nouveau dirigeant choisi par le Frolinat, Abba Sidick, et créait l'armée Volcan qui, peu après sa mort en mars 1977, se transforma pour l'essentiel en Conseil démocratique révolutionnaire (CDR) recrutant principalement en milieu arabe et dirigé pour quelques années par Ahmed Acyl puis par Acheick Ibn Oumar à la mort de ce dernier en 1983. Le successeur d'Abatcha apparaissait de plus en plus comme un dirigeant de l'exil sans prise réel sur le mouvement.

Hissène Habré et Goukouni Oueddeï se divisaient sur l'attitude à adopter face aux ambitions libyennes, après l'occupation par celle-ci de la bande d'Aozou en 1973. Enfin, de 1969 à 1972, le corps expéditionnaire français conduit par le Général Cortadellas infligea des pertes militaires sérieuses et désorganisa les quelques structures de coordination existantes, ce qui affaiblit d'autant les différents troupes se revendiquant du Frolinat.

Les Français n'appréciaient guère le retour à l'authenticité de François N'Garta Tombalbaye. L'arrivée au pouvoir par un coup d'État du Général Malloum, le 13 avril 1975, fut accueillie chaleureusement.⁶⁶ Celui-ci, affaibli par le retrait français et quelques victoires des insurgés, s'allia avec Hissène Habré qui devint son premier ministre le 29 août 1978. Mais en l'espace de quelques mois, cette alliance de circonstance se délitait et des combats violents déchirèrent la capitale (février 1979).

Grâce à une médiation nigériane, Goukouni Oueddeï accédait finalement à la présidence (21 août 1979) remplaçant l'éphémère mais respecté Lol Mahamat Choua nommé en avril 1979. Le 10 novembre 1979, un gouvernement d'union nationale (GUNT) fut formé; Hissène Habré en devint le ministre de la Défense. Les combats entre ses forces et celles de Goukouni reprirent au printemps 1980. La rupture avec Hissène Habré fut consommée en novembre 1980 lorsque les troupes de Goukouni Oueddeï appuyées par l'armée libyenne chassèrent Hissène Habré de la capitale et l'obligèrent à s'installer au Darfour.

Cette période est sans doute cruciale pour comprendre le Tchad moderne. Tous les ingrédients de la crise tchadienne y sont présents: la scissiparité proverbiale des groupes armés, l'opportunisme de leurs dirigeants, les interventions

⁶⁴ Netcho Abbo, *Mangalmé 1965. La révolte des Moubi*, Saint-Maur, Sepia, 1996.

⁶⁵ L'histoire et l'évaluation du rôle historique du Frolinat ont suscité jusqu'à aujourd'hui d'importants débats chez les intellectuels tchadiens. On pourra consulter notamment Mahamat

Saleh Yacoub et Gali Ngothe Gatta, *Tchad. Frolinat: chronique d'une rupture*, N'Djamena, Editions al-Mouna, 2005.

⁶⁶ Il faudrait bien plus de place pour expliquer l'importance des références congolaises (et/ou zairoises) dans cette décision et les usages politiques du culte de l'authenticité que met en place N'Garta ("vrai chef") Tombalbaye, à l'instar de ce qui se passait alors au Zaïre.

extérieures multiformes (Libye, France) analysées plus avant dans ce texte, mais aussi et surtout le basculement historique de l'État contrôlé depuis l'indépendance par les sudistes au profit des nordistes.

L'éclatement du Frolinat à la fin des années 1960 était dû à une conjonction de facteurs d'origine très différente. La fragilité interne du Frolinat a limité de façon drastique sa capacité organisationnelle.

Aux rivalités entre instruits qui étaient les cadres du mouvement, s'ajoutèrent les conditions spécifiques de mobilisation pour combattre, un enracinement de la guerre dans des terroirs qui rendait la tâche des intellectuels organiques du Frolinat encore plus difficile et accroissait d'autant la distance qui existait alors entre les cadres et l'essentiel des combattants: le repli sur les logiques ethniques était l'une des solutions trouvées pour conserver une unité relative des groupes combattants, moins par désir d'homogénéité que par incapacité à gérer la différence. Le dispositif factionnel que la crise de 1979-1980 mit à jour allait s'avérer une permanence dans les décennies suivantes, un véritable style de vie.

Les combats de 1979 et 1980 – ils ne sont pas les seuls que connaît la capitale avant ceux de 2006 – conduisirent à une véritable recomposition de la mémoire tchadienne: cet événement est un véritable traumatisme qui a jusqu'à aujourd'hui marqué certains comportements de la population. La géographie urbaine de la capitale se modifia alors avec une ethnicisation accrue des quartiers sans commune mesure avec la situation qui prévalait auparavant. Ces combats ont eu raison pour une longue période de l'identité urbaine tchadienne dont la capitale avait été le creuset. De la même manière, les appartenances religieuses devinrent des marqueurs identitaires forts alors que la population avait fait preuve d'une très grande tolérance jusqu'à ces événements.

C'est aussi à ce moment là que se cristallisèrent de nouveaux stéréotypes sociaux. Par exemple, l'armée coloniale avait recruté en priorité parmi les Sara et les Hadjarai mais, à partir de 1979, ces groupes se représentaient comme des populations pacifiques, peu intéressées au maniement des armes et au métier de la guerre et disaient laisser ce privilège aux Nordistes.⁶⁷ De même, dans les conflits entre agriculteurs et pasteurs (souvent des Arabes perçus ici comme des nordistes), le discours social affirma soudain que ces heurts étaient facilement résolubles par la négociation jusqu'en 1978/1979

mais qu'à partir de cette date, ils étaient devenus souvent insolubles.⁶⁸

Paradoxalement, ces annotations doivent permettre de relativiser la valeur heuristique du modèle nord-sud souvent mobilisé pour analyser le conflit tchadien.⁶⁹ Contrairement à l'appréciation commune, le Frolinat n'a pas mobilisé toutes les élites nordistes ou musulmanes. De fait, ces élites, si elles étaient francophones (et apolitiques), ont souvent été associées à la gestion de l'État pendant ces deux premières décennies. On oublie aussi que la dissidence armée n'était pas générale: les Arabes du Salamat ont été légitimistes pendant cette période de la guerre civile. Si les différences culturelles étaient réelles, elles ne produisirent de véritables clivages que par leur instrumentalisation par les hommes politiques, une conclusion sans doute trop simple mais qui résume l'essentiel.

Ainsi, après l'élimination de Tombalbaye, la période fut marquée par l'alliance problématique entre le Général Malloum et Hissène Habré, un sudiste et un nordiste qui étaient, tous deux, très sérieusement contestés dans leur propre "camp". Les discours et les actes sans nuance d'Hissène Habré à cette époque pour promouvoir les nordistes dans l'appareil d'État, l'arabe comme langue officielle et l'islam comme religion, lui qui est un parfait francophone et un laïc bon teint, reflétaient un calcul politique. Sa faction était bien plus faible que celle de Goukouni, qui était alliée à d'autres groupes issus du Frolinat; lui-même était un premier ministre complètement isolé dans une capitale où les sudistes tenaient *de facto* le haut du pavé. Son discours et son intransigeance "nordistes" visaient alors à mobiliser toute l'élite de cette région du pays, tant arabophone que francophone, dans N'Djamena en jouant sur tous les registres, quitte à créer les plus grandes tensions et participer ainsi à la genèse des combats qui éclatèrent en février 1979.

Pas plus qu'il n'avait "un" nord, il n'y avait "un" sud. Cette division de la classe politique nordiste et les multiples clivages régionaux et politiques en son sein renvoyaient à une situation homologuée au sud. Cela peut être illustré par le rôle central qu'y jouait un personnage comme Wadal Abdulkader Kamougué, qui avait participé au coup d'État contre Tombalbaye et qui jouait alors sa propre carte contre un Malloum hésitant et en retrait.

⁶⁷ R. Buijtenhuijs, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984)*, Paris, Karthala, 197, p. 88.

⁶⁸ C. Arditi, "Paysans sara et éleveurs arabes dans le sud du Tchad: du conflit à la cohabitation?" in J. Boutrais et C. Baroin (ed.), *L'homme et l'animal dans le bassin du Lac Tchad*, Paris, Presses de l'IRD, 1999, p. 570.

⁶⁹ Centre culturel al-Mouna, *Tchad: "conflit Nord-Sud", mythe ou réalité?*, N'djamena, Sepia/Imprimerie du Tchad, 1996.

Cette absence de cohésion tant au nord qu'au sud n'était pas conjoncturelle mais structurelle. Elle pourrait être développée sur les registres économiques (par exemple, les pratiques du pastoralisme et la sédentarisation ne recoupent pas les frontières nord-sud) ou religieuses (les entendements des grandes religions et l'importance des religions traditionnelles suivent d'autres frontières autrement plus nuancées). Pourtant, comme au Soudan voisin, c'est cette seule matrice nord-sud qui dicte jusqu'à aujourd'hui la vision des problèmes politiques et des contradictions de la crise tchadienne.

De cette période chaotique ne ressortent que deux grandes tendances: d'une part l'importance de la Libye dans le jeu tchadien qui surdétermine les alliances internationales, et de l'autre le basculement du pouvoir vers les élites nordistes, même si comme on va s'en rendre compte les sudistes ont su jouer leurs cartes avec talent.

LA PÉRIODE HISSÈNE HABRÉ (1982-1990)

Le retour triomphal d'Hissène Habré à N'Djamena s'explique de différentes manières. D'une part, l'unité des forces appuyant Goukouni était hautement problématique et l'aide libyenne n'avait fait que compliquer la donne. D'autre part, Habré - plus anti-libyen que jamais - avait capitalisé auprès des Français, des Américains et des pays arabes modérés un soutien qu'il allait globalement conserver jusqu'à sa chute. Cette aide était motivée par les inquiétudes que suscitaient les ambitions libyennes à Paris et à Washington. Ainsi les Français intervinrent deux fois, d'abord dans le cadre de l'opération Manta (août 1983 – octobre 1984) avec plus de 3 300 soldats puis dans le cadre de l'opération Epervier initiée en février 1986 et qui dure encore aujourd'hui.⁷⁰

L'équation militaire au début de la période Habré pouvait être décrite facilement avec quelques approximations. Du côté d'Habré combattaient bien évidemment les Gorane, les Zaghawa qui lui donnaient des chefs militaires importants tels que Hassan Djamous, Idriss Déby Itno, Ibrahim Mahamat Itno ainsi que les Hadjarai sous la direction d'un responsable politique talentueux, Idriss Miskine, et un certain nombre d'officiers sudistes en délicatesse avec le Général Kamougué. Du côté de l'opposition, outre les Toubou sous l'autorité de Goukouni Oueddeï, il fallait compter les Arabes des CDR sous l'autorité d'Acheikh Ibn Oumar et Rakhis Mannany, ainsi que les multiples

déclinaisons des Codos, milices d'autoprotection sudistes coordonnées par des dirigeants comme le Colonel Kotiga.⁷¹

On le constate une nouvelle fois: la déclinaison nord-sud ne fonctionne pas. De plus, cette description laisse croire que chaque dirigeant ne recrutait que dans son groupe d'origine, ce qui n'était que tendanciellement exact. Par exemple, les CDR accueillirent après 1983 des ralliés de groupes non arabes du centre qui voulaient se battre contre Habré.

De plus, ces alliances ont évolué dans les années 1980. Idriss Miskine – devenu ministre des Affaires étrangères - fut assassiné par Habré en janvier 1984 et, après plusieurs révoltes réprimées très brutalement, les Hadjarai conduits par un des parents du ministre assassiné, le capitaine Maldoum Abbas, entrèrent en dissidence en 1988, se réfugiant au Darfour, et s'allièrent finalement à Idriss Déby après la tentative manquée de coup d'État que celui-ci et ses parents fomentèrent en avril 1989.

Par ailleurs, les CDR se divisèrent. Acheikh Ibn Omar et ses partisans rejoignaient Hissène Habré en 1988, alors que les troupes fidèles à Rakhis Mannany restèrent au Darfour ou dans des camps au sud de la Libye et s'allièrent en 1989 aux Zaghawa hostiles au pouvoir à N'Djamena.

Quant aux Codos, les massacres de septembre 1984, menés d'une main de fer par des troupes dirigées par Idriss Déby, les incitèrent à rallier l'armée de Habré en février 1986 au terme de la conférence de Libreville. Mais le Colonel Kamougué et ses proches restèrent dans l'autre camp.

Malgré son soutien aux diverses factions (y compris sudistes) hostiles à Habré, le Colonel Kadhafi connaissait en août 1987 l'une des plus cuisantes défaites de son règne. Les troupes tchadiennes écrasèrent ses bases dans le nord du Tchad, pénétrèrent même en territoire libyen et saisirent d'énormes quantités de matériel militaire. En 1989, la Libye accepta enfin un règlement pacifique du contentieux territorial entre les deux pays, règlement acté par le Président Déby et qui aboutit à une décision de la Cour internationale favorable au Tchad, le 3 février 1994.⁷²

Hissène Habré mit en place un pouvoir d'une brutalité inouïe contre tous ses opposants potentiels, leur famille et

⁷⁰ Il y aura malgré tout une hésitation française en 1998. Ce dispositif n'avait théoriquement plus de validité après l'arrêt de la Cour internationale de justice en 1994. Visiter: http://www.defense.gouv.fr/sites/ema/enjeux_defense/operations_exterieures/tchad/informations_generales/les_elements_francais_au_tchad_eft/

⁷¹ Codos "verts" dans la zone de Doba et Moundou, Codos "noirs" de Lai, Codos "cocotiers" dans le Mayo-Kebbi et Codos "rouges" dans le Logone occidental.

⁷² Voir sur cette question B. Lanne, *Tchad-Libye: la querelle des frontières*, Paris, Karthala, 1982 et sur les aspects militaires de la confrontation Tchad Libye des années 1980 (sans en partager toutes les analyses): R. Collins et J. Burr, *Africa's Thirty Years War: Libya, Chad, and the Sudan, 1963-1993*, Boulder, Westview Press, 1999.

leur entourage. La Direction de la documentation et de la sécurité (DDS), la Sécurité présidentielle et le parti unique UNIR, instauré en 1984, encadraient complètement les populations et réprimaient sans discernement toute velléité de contestation. Les chiffres sont effrayants: sans doute près de 40 000 morts qui valent à Hissène Habré d'être poursuivi pour crime contre l'humanité.⁷³

Mais il faut aussi noter des aspects plus ambigus de la période Habré que soulignent notamment les sudistes après seize ans de règne sans partage d'Idriss Déby.⁷⁴ Ainsi, si la prédation était pratiquée par les élites dirigeantes et leurs hommes de main (une nouvelle bourgeoisie commerçante fit alors une apparition remarquée dans le monde des affaires). Ceux-ci ne s'attaquaient pas systématiquement aux petites gens à l'inverse de la situation actuelle, bien moins violente mais d'une insécurité latente plus grande.

Les élections législatives de 1989 se déroulèrent certes dans le cadre du parti unique mais elles furent semi-compétitives dans la mesure où il y avait une réelle pluralité de candidats et où Hissène Habré veilla personnellement à ce que les conditions de vote soient correctes. Pour beaucoup de Tchadiens aujourd'hui, nonobstant le climat de peur qui régnait alors, ces élections furent de loin les plus libres qu'a connu leur pays depuis l'indépendance.

La fin du régime d'Hissène Habré fut le produit de plusieurs facteurs. D'abord, les relations du président tchadien avec la France se détériorèrent en 1990. Beaucoup d'analystes mettent l'accent sur un basculement proaméricain de Habré mais celui-ci, réel, n'était en rien nouveau. Il faut plutôt se souvenir de l'attitude de Habré lors du sommet franco-africain, tenu à La Baule. Il s'opposait alors durement au Président Mitterrand sur la question de la démocratisation, avec une agressivité et une aigreur peu commune. Cette attitude intransigeante réveilla de très mauvais souvenirs sur les actes criminels du président tchadien avant et après son accession au pouvoir et sur les multiples humiliations qu'il avait fait subir aux troupes françaises du dispositif Épervier, pourtant ses alliées. Idriss Déby avait déjà ses partisans au sein de l'armée (il avait fait l'École de guerre à Paris en 1985-1986) et des services de renseignements, la Direction générale de la Sécurité extérieure, grâce à ses relations au Soudan.

⁷³ Commission d'enquête nationale du ministère tchadien de la Justice, *Les crimes et détournements de l'ex-Président Habré et de ses complices*, Paris, L'Harmattan, 1993.

⁷⁴ Voir l'analyse controversée de Jean-Louis Triaud, "Le refus de l'État: l'exemple tchadien", *Esprit*, n° 100, avril 1985.

ANNEXE C

LISTE DES ACRONYMES

ALS	Armée de libération du soudan, principal mouvement insurgé du Darfour
AMIS	Mission de l'Union africaine au Soudan
ANR	Alliance nationale de la résistance
ANS	Agence nationale de sécurité, agence de police politique créée par le Président Déby
CENI	Commission électorale nationale indépendante
CDR	Conseil démocratique révolutionnaire, groupe recrutant principalement en milieu arabe
CNR	Comité national de redressement, créé par Abbas Kotto (Zaghawa/Kobé) à la suite d'une tentative échouée de coup d'État.
CNS	Conférence nationale souveraine, tenue au Tchad du 15 janvier au 13 avril 1993 pour débattre de la démocratisation du pays.
COMESSA	Communauté des États sahélo-sahariens, créé à l'initiative de la Libye en 1998.
CPDC	Coordination des partis politiques pour la défense de la constitution, regroupe aujourd'hui une vingtaine de partis politiques.
CSNPD	Comité de sursaut national pour la paix et la démocratie, créé par des cadres militaires sudistes après une tentative de coup d'État avortée en 1992.
DDS	Direction de la documentation et de la sécurité, police politique créée par l'ancien Président Hissène Habré, qui commit la plupart des exactions imputées à celui-ci.
DGSE	Direction générale de la sécurité extérieure, agence française de services d'intelligence extérieure et de contre-espionnage
FARF	Forces armées de la république fédérale
FLT	Front de libération du Tchad, organisation apparue en fin 1966, recrutant essentiellement en milieu ouaddaïen. Elle s'est ralliée au Général Malloum en 1976.
FNT	Front national du Tchad, mouvement recrutant principalement dans l'Ouaddaï
FNTR	Front national du Tchad renoué, une émanation du FNT à partir de 1994, présent dans la zone des Trois Frontières avec quelques centaines de combattants
FROLINAT	Front de libération nationale du Tchad, formé en 1966 à Nyala, au sud Darfour d'une fusion de deux organisations: l'Union nationale tchadienne (UNT) et le Front de libération du Tchad (FLT)
FUCD	Front uni pour le changement démocratique, commandé par Mahamat Nour, qui bénéficiait d'appuis soudanais
GSPC	Groupe salafiste pour la prédication et le combat, groupe algérien terroriste créé en 1998 suite à l'éclatement du Groupe islamique armé en plusieurs mouvements.
GUNT	Gouvernement d'union nationale du Tchad
MDD	Mouvement pour la démocratie et le développement, groupement de partisans gorane d'Hissène Habré, créé en 1991, inactif aujourd'hui

MDJT	Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad, fondé en 1998, opère dans l'extrême nord à la frontière avec la Libye, commandé par Mahamat Choua Dazi
MINURCA	Mission des Nations unies en République centrafricaine
MISAB	Mission interafricaine de surveillance des accords de Bangui
MJE	Mouvement pour la justice et l'égalité, groupe insurgé du Darfour
MLC	Mouvement de libération du Congo
MLS/ALS	Mouvement/Armée de libération du Soudan, principal mouvement insurgé du Darfour
MNRD	Mouvement national pour la réforme et le développement, groupe insurgé du Darfour non signataire aux Accords de paix d'Abuja de 5 mai 2005.
MPLS	Mouvement populaire de libération du Soudan, principal mouvement insurgé du sud Soudan; depuis 2005 partenaire du Gouvernement d'Unité Nationale
MPS	Mouvement patriotique de salut, parti politique tchadien qui domine la vie politique tchadienne depuis sa création en 1990 par le Président Idriss Déby
OUA	Organisation de l'unité africaine
RAFD	Rassemblement des forces démocratiques; groupes Zaghawa dissidents, dirigés par Timan Erdimi, neveu et ancien directeur de cabinet de Déby
RCA	République Centrafricaine
RDL	Rassemblement pour la démocratie et la liberté, groupe armé recrutant principalement parmi les Tamas, commandé par Mahamat Nour, qui bénéficiait d'appuis soudanais
RPJ	Rassemblement pour la justice, RPJ mouvement armé recrutant principalement parmi les Zaghawa commandé par Abakar Tolly, initialement appelé Groupe du 8 décembre
SCUD	Socle pour le changement, l'unité et la démocratie, groupe armé principalement zaghawa créé en octobre 2005 par les officiers et membres de l'entourage d'Idriss Déby qui avaient fait défection les mois précédents; a fusionné à partir d'avril 2006 avec le RAFD
UNT	Union nationale tchadienne, organisation qui a fusionné avec le FLT en 1966 pour former le Frolinat
UA	Union africaine

ANNEXE D

À PROPOS DE L'INTERNATIONAL CRISIS GROUP

International Crisis Group (Crisis Group) est une organisation non-gouvernementale indépendante à but non lucratif employant près de 120 personnes réparties sur cinq continents. Ceux-ci conçoivent des analyses de terrain et un plaidoyer de haut niveau dans un but de prévention et de résolution des conflits.

L'approche de Crisis Group est fondée sur des recherches effectuées sur le terrain par des équipes d'analystes postés dans divers pays à risque ou à proximité. A partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige régulièrement des rapports analytiques rigoureux contenant chacun une série de recommandations pratiques destinées aux décideurs internationaux. Crisis Group publie également "*Crisis Watch*", un bulletin mensuel de 12 pages offrant une mise à jour régulière et succincte des situations de conflits les plus importantes, ou de conflits potentiels, partout dans le monde.

Les rapports et briefings de Crisis Group sont largement diffusés par courrier électronique et versions imprimées à de nombreux responsables au sein des ministères des Affaires Etrangères et organisations internationales, et rendus simultanément accessibles au public via le site internet de l'organisation: www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille étroitement avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin de les sensibiliser à ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'Administration de Crisis Group - qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias - s'engage directement à promouvoir les rapports et recommandations auprès des décideurs politiques du monde entier. Crisis Group est co-présidé par Christopher Patten, ancien Commissaire européen aux relations extérieures, et par Thomas Pickering, vice-président pour les relations internationales de Boeing et ancien ambassadeur pour les États-Unis. Gareth Evans, ancien Ministre australien des Affaires étrangères, en est le Président Directeur Général depuis janvier 2000.

Crisis Group a son siège à Bruxelles et des bureaux de liaison à Washington DC, New York, Londres et Moscou. De plus, l'organisation dispose actuellement de quinze bureaux de terrain (à Amman, Belgrade, Bishkek, Bogotá, le Caire, Dakar, Douchambé, Islamabad, Jakarta, Kaboul, Nairobi, Pretoria, Pristina, Séoul et Tbilissi), depuis lesquels les analystes de Crisis Group couvrent plus de cinquante pays et territoires touchés par des crises et répartis sur quatre continents. En Afrique, il s'agit de l'Angola, le Burundi, la Côte d'Ivoire, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Guinée, le Libéria, l'Ouganda, la République Démocratique du Congo, le Rwanda, le Sahel, le Sierra Leone, la Somalie, le Soudan et le Zimbabwe; en Asie, de l'Afghanistan, la Birmanie/

Myanmar, le Cachemire, la Corée du Nord, l'Indonésie, le Kazakhstan, la Kirghizie, le Népal, l'Ouzbékistan, le Pakistan, le Tadjikistan et le Turkménistan; en Europe, de l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, le Kosovo, la Macédoine, la Moldavie, le Monténégro et la Serbie; au Proche et Moyen-Orient, toute la région s'étendant de l'Afrique du Nord à l'Iran; et enfin, en Amérique Latine, la Colombie, la région andine et Haïti.

Crisis Group est financé par des gouvernements, des fondations caritatives, des sociétés et des donateurs privés. Les agences et départements gouvernementaux qui financent actuellement Crisis Group sont: l'Agence australienne pour le développement international, l'Agence canadienne de développement international, l'Agence américaine pour le développement international, l'Agence japonaise pour la coopération internationale, l'Agence néo-zélandaise pour le développement international, le Centre canadien de recherches pour le développement international, le Département des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada, le Département des affaires étrangères irlandais, le Département des affaires étrangères de la République fédérale Suisse, le Département du Royaume-Uni pour le développement international, le ministère allemand des Affaires étrangères, le ministère des Affaires étrangères de la République Fédérale d'Autriche, le ministère belge des Affaires étrangères, le ministère des Affaires étrangères de la République de Chine (Taiwan), le ministère finlandais des Affaires étrangères, le ministère français des Affaires étrangères, le ministère des Affaires étrangères de la Principauté du Liechtenstein, le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, le ministère néerlandais des Affaires étrangères, le ministère des Affaires étrangères du Royaume-Uni et du Commonwealth, le ministère suédois des Affaires étrangères, le ministère tchèque des Affaires étrangères, le ministère royal des Affaires étrangères du Danemark, le ministère royal norvégien des Affaires étrangères et l'Union européenne (la Commission européenne).

Les fondations et donateurs du secteur privé regroupent: Carnegie Corporation of New York, Compton Foundation, Flora Family Foundation, Ford Foundation, Fundación DARA Internacional, Bill & Melinda Gates Foundation, William & Flora Hewlett Foundation, Hunt Alternatives Fund, Korea Foundation, John D. & Catherine T. MacArthur Foundation, Moriah Fund, Charles Stewart Mott Foundation, Open Society Institute, Pierre and Pamela Omidyar Fund, David and Lucile Packard Foundation, Ploughshares Fund, Sigrid Rausing Trust, Rockefeller Foundation, Rockefeller Philanthropy Advisors, Sarlo Foundation of the Jewish Community Endowment Fund et Viva Trust.

Juin 2006

ANNEXE E

RAPPORTS ET BRIEFINGS DE CRISIS GROUP SUR L'AFRIQUE DEPUIS JANVIER 2003

AFRIQUE AUSTRALE

Dealing with Savimbi's Ghost: The Security and Humanitarian Challenges in Angola, Rapport Afrique N°58, 26 février 2003

Zimbabwe: Danger and Opportunity, Rapport Afrique N°60, 10 mars 2003

Angola's Choice: Reform or Regress, Rapport Afrique N°61, 7 avril 2003

Decision Time in Zimbabwe, Briefing Afrique N°15, 8 juillet 2003

Zimbabwe: In Search of a New Strategy, Rapport Afrique N°78, 19 avril 2004

Blood and Soil: Land, Politics and Conflict Prevention in Zimbabwe and South Africa, Rapport Afrique N°85, 17 septembre 2004

Zimbabwe: Another Election Chance, Rapport Afrique N°86, 30 novembre 2004

Post-Election Zimbabwe: What Next?, Rapport Afrique N°93, 7 juin 2005

Swaziland: The Clock Is Ticking, Briefing Afrique N°29, 14 juillet 2005

Zimbabwe's Operation Murambatsvina: The Tipping Point?, Rapport Afrique N°97, 17 août 2005

AFRIQUE CENTRALE

The Kivus: The Forgotten Crucible of the Congo Conflict, Rapport Afrique N°56, 24 janvier 2003

A Framework For Responsible Aid To Burundi, Rapport Afrique N°57, 21 février 2003

Les rebelles hutus rwandais au Congo: Pour une nouvelle approche du désarmement et de la réintégration, Rapport Afrique N°63, 23 mai 2003 (aussi disponible en anglais)

Congo Crisis: Military Intervention in Ituri, Rapport Afrique N°64, 13 Juin 2003

Tribunal pénal international pour le Rwanda: pragmatisme de rigueur, Rapport Afrique N°69, 26 septembre 2003

Réfugiés et déplacés au Burundi: Désamorcer la bombe foncière, Rapport Afrique N°70, 7 octobre 2003

Réfugiés et déplacés burundais: Construire d'urgence un consensus sur le rapatriement et la réinstallation, Briefing Afrique N°17, 2 décembre 2003

Northern Uganda: Understanding and Solving the Conflict, Rapport Afrique N°77, 14 avril 2004

Fin de transition au Burundi: Franchir le cap, Rapport Afrique N°81, 5 juillet 2004 (aussi disponible en anglais)

Congo: S'éloigner du gouffre, Briefing Afrique N°18, 7 juillet 2004, (aussi disponible en anglais)

Maintaining Momentum in the Congo: The Ituri Problem, Rapport Afrique N°84, 26 août 2004

Élections au Burundi: Parier sur la paix, Briefing Afrique N°20, 9 décembre 2004 (aussi disponible en anglais)

Back to the Brink in the Congo, Briefing Afrique N°21, 17 décembre 2004

Peace in Northern Uganda: Decisive Weeks Ahead, Briefing Afrique N°22, 21 février 2005

The Congo's Peace is Failing: Crisis in the Kivus, Rapport Afrique N°91, 30 mars 2005

Shock Therapy for Northern Uganda's Peace Process, Briefing Afrique N°23, 11 avril 2005

The Congo: Solving the FDLR Problem Once and For All, Briefing Afrique N°25, 12 mai 2005

Building a Comprehensive Peace Strategy for Northern Uganda, Briefing Afrique N°27, 23 juin 2005

Élections au Burundi: Reconfiguration radicale du paysage politique, Briefing Afrique N°31, 25 août 2005

A Congo Action Plan, Briefing Afrique N°34, 19 octobre 2005

Katanga: la crise oubliée de la RDC, Rapport Afrique N°103, 9 janvier 2006 (aussi disponible en anglais)

A Strategy for Ending Northern Uganda's Crisis, Briefing Afrique N°35, 11 janvier 2006

Security Sector Reform in the Congo, Rapport Afrique N°104, 13 février 2006

Congo's Elections: Making or Breaking the Peace, Rapport Afrique N°108, 27 avril 2006

AFRIQUE DE L'OUEST

Tackling Liberia: The Eye of the Regional Storm, Rapport Afrique N°62, 30 avril 2003

The Special Court for Sierra Leone: Promises and Pitfalls of a "New Model", Briefing Afrique N°16, 4 août 2003

Sierra Leone: The State of Security and Governance, Rapport Afrique N° 67, 2 septembre 2003

Liberia: Security Challenges, Rapport Afrique N°71, 3 novembre 2003

Côte d'Ivoire: "The War Is Not Yet Over", Rapport Afrique N°72, 28 novembre 2003

Guinée: Incertitudes autour d'une fin de règne, Rapport Afrique N°74, 19 décembre 2003

Rebuilding Liberia: Prospects and Perils, Rapport Afrique N°75, 30 janvier 2004

Côte d'Ivoire: "Pas de paix en vue", Rapport Afrique N°82, 12 juillet 2004 (aussi disponible en anglais)

Liberia and Sierra Leone: Rebuilding Failed States, Rapport Afrique N°87, 8 décembre 2004

Côte d'Ivoire: Le pire est peut-être à venir, Rapport Afrique N°90, 23 mars 2005

Islamist Terrorism in the Sahel: Fact or Fiction?, Rapport Afrique N°92, 31 mars 2005

Guinée: Conjurer la descente aux enfers, Rapport Afrique N°94, 13 juin 2005 (aussi disponible en anglais)

Liberia's Elections: Necessary but Not Sufficient, Rapport Afrique N°98, 7 septembre 2005

Côte d'Ivoire: Les demi-mesures ne suffiront pas, Briefing Afrique N°33, 12 octobre 2005

Liberia: Staying Focused, Briefing Afrique N°36, 13 janvier 2006

Liberia: Resurrecting the Justice System, Rapport Afrique N°107, 6 avril 2006

La Guinée en transition, Briefing Afrique N°37, 11 avril 2006 (aussi disponible en anglais)

Côte d'Ivoire: La paix comme option, Rapport Afrique N°109, 17 mai 2006

CORNE DE L'AFRIQUE

Sudan's Oilfields Burn Again: Brinkmanship Endangers The Peace Process, Briefing Afrique N°13, 10 février 2003

Negotiating a Blueprint for Peace in Somalia, Rapport Afrique N°59, 6 mars 2003

Sudan's Other Wars, Briefing Afrique N°14, 25 juin 2003

Sudan Endgame, Rapport Afrique N°65, 7 juillet 2003

Somaliland: Democratisation and its Discontents, Rapport Afrique N°66, 28 juillet 2003

Ethiopia and Eritrea: War or Peace?, Rapport Afrique N°68, 24 septembre 2003

Sudan: Towards an Incomplete Peace, Rapport Afrique N°73, 11 décembre 2003

Darfur Rising: Sudan's New Crisis, Rapport Afrique N°76, 25 mars 2004 (aussi disponible en arabe)

Biting the Somali Bullet, Rapport Afrique N°79, 4 mai 2004

Sudan: Now or Never in Darfur, Rapport Afrique N°80, 23 mai 2004 (aussi disponible en arabe)

Ultimatum Au Darfour: Nouveau Plan D'action International, Rapport Afrique N°83, 23 août 2004 (aussi disponible en anglais et arabe)

Sudan's Dual Crisis: Refocusing on IGAD, Briefing Afrique N°19, 5 octobre 2004

Somalia: Continuation of War by Other Means?, Rapport Afrique N°88, 21 décembre 2004

Darfur: The Failure to Protect, Rapport Afrique N°89, 8 mars 2005 (aussi disponible en arabe)

A New Sudan Action Plan, Briefing Afrique N°24, 26 avril 2005

Do Americans Care About Darfur?, Briefing Afrique N°26, 1 juin 2005

The AU's Mission in Darfur: Bridging the Gaps, Briefing Afrique N°28, 1 juin 2005

Counter-Terrorism in Somalia: Losing Hearts and Minds?, Rapport Afrique N°95, 11 juillet 2005

The Khartoum-SPLM Agreement: Sudan's Uncertain Peace, Rapport Afrique N°96, 25 juillet 2005

Garang's Death: Implications for Peace in Sudan, Briefing Afrique N°30, 9 août 2005 (aussi disponible en arabe)

Unifying Darfur's Rebels: A Prerequisite for Peace, Briefing Afrique N°32, 6 octobre 2005 (aussi disponible en arabe)

The EU/AU Partnership in Darfur: Not Yet a Winning Combination, Rapport Afrique N°99, 25 octobre 2005

Somalia's Islamists, Rapport Afrique N°100, 12 décembre 2005

Ethiopia and Eritrea: Preventing War, Rapport Afrique N°101, 22 décembre 2005

Sudan: Saving Peace in the East, Rapport Afrique N°102, 5 janvier 2006

To Save Darfur, Rapport Afrique N°105, 17 mars 2006

Sudan's Comprehensive Peace Agreement: The Long Road Ahead, Rapport Afrique N°106, 31 mars 2006

Somaliland: Time for African Union Dirigeantship, Rapport Afrique N°110, 23 mai 2006

AUTRES RAPPORTS ET BRIEFINGS

Pour les rapports et les briefings de Crisis Group sur:

- l'Asie;
- l'Europe;
- l'Amérique Latine et les Caraïbes;
- le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord;
- des sujets thématiques;
- *CrisisWatch*,

veuillez vous rendre sur notre site web: www.crisisgroup.org

ANNEXE F

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CRISIS GROUP

Coprésidences

Christopher Patten

Ancien Commissaire européen aux relations extérieures;
ancien Gouverneur de Hong Kong; ancien membre du conseil des
ministres britannique; chancelier des universités d'Oxford et de
Newcastle

Thomas Pickering

Vice-président pour les relations internationales de Boeing;
ancien Ambassadeur des États-Unis (Russie, Inde, Israël, El Salvador,
Nigeria, et Jordanie)

Gareth Evans

Président directeur général
Ancien Ministre des Affaires Étrangères d'Australie

COMITÉ DE DIRECTION

Morton Abramowitz

Ancien Assistant au Département d'État; ancien Ambassadeur
américain en Turquie

Cheryl Carolus

Ancienne Haut Commissaire de l'Afrique du Sud auprès du
Royaume-Uni; ancienne Secrétaire Générale de l'ANC

Maria Livanos Cattau*

Ancienne Secrétaire Générale, Chambre Internationale du Commerce

Yoichi Funabashi

Correspondant diplomatique et éditorialiste, The Asahi Shimbun, Japon

William Shawcross

Journaliste et écrivain, Royaume-Uni

Stephen Solarz*

Ancien Membre du Congrès des États-Unis

George Soros

Président, Open Society Institute

William O. Taylor

Président émérite, The Boston Globe, États-Unis

*Vice-présidents

Adnan Abu-Odeh

Ancien conseiller politique du Roi Abdallah II et du Roi Hussein;
ancien représentant permanent de la Jordanie aux Nations Unies

Kenneth Adelman

Ancien Ambassadeur et directeur de l'agence du contrôle des armes
et du désarmement, États-Unis

Ersin Arioglu

Député au Parlement turque; Président émérite de Yapi Merkezi

Diego Arria

Ancien Ambassadeur du Venezuela aux Nations Unies

Zbigniew Brzezinski

Ancien Conseiller à la Sécurité nationale auprès du Président des
États-Unis

Kim Campbell

Secrétaire Général, Club de Madrid; ancienne Premier Ministre
du Canada

Victor Chu

Président du First Eastern Investment Group, Hong Kong

Wesley Clark

Ancien Commandant suprême des forces alliées de l'OTAN, Europe

Pat Cox

Ancien Président du Parlement européen

Ruth Dreifuss

Ancienne Présidente de la Suisse

Uffe Ellemann-Jensen

Ancien Ministre des Affaires étrangères du Danemark

Mark Eyskens

Ancien Premier Ministre de Belgique

Leslie H. Gelb

Président émérite du Conseil des Relations étrangères, États-Unis

Bronislaw Geremek

Ancien Ministre des Affaires étrangères de Pologne

Frank Giustra

Président, Endeavour Financial, Canada

I.K. Gujral

Ancien Premier Ministre de l'Inde

Carla Hills

Ancienne Ministre au logement, ancienne représentante au commerce
extérieur, États-Unis

Lena Hjelm-Wallén

Ancienne Vice premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,
Suède

Swanee Hunt

Présidente de Inclusive Security: Women Waging Peace; ancienne
Ambassadrice des États-Unis en Autriche

Asma Jahangir

Rapporteur des Nations Unies pour les exécutions extrajudiciaires,
sommaires ou arbitraires; ancienne Présidente de la Commission
des droits de l'homme au Pakistan

Shiv Vikram Khemka

Fondateur et Directeur exécutif (Russie) du Groupe Sun, Inde

James V. Kimsey

Fondateur et Président honoraire de America Online, inc. (AOL)

Bethuel Kiplagat

Ancien Secrétaire Permanent, Ministère des Affaires étrangères, Kenya

Wim Kok

Ancien Premier Ministre des Pays Bas

Trifun Kostovski

Député au Parlement macédonien; fondateur de Kometal Trade Gmbh

Elliott F. Kulick

Président, Pegasus International, États-Unis

Joanne Leedom-Ackerman

Romancière et journaliste, États-Unis

Todung Mulya Lubis

Juriste spécialiste des droits de l'homme et écrivain, Indonésie

Ayo Obe

Présidente du Comité Directeur du Mouvement Mondial pour la
Démocratie, Nigeria

Christine Ockrent

Journaliste et écrivain, France

Friedbert Pflüger

Secrétaire d'État aux affaires parlementaires, ministère fédéral de la Défense; membre du Bundestag

Victor M Pinchuk

Fondateur de Interpipe Scientific and Industrial Production Group

Surin Pitsuwan

Ancien Ministre des Affaires étrangères de Thaïlande

Itamar Rabinovich

Recteur de l'Université de Tel-Aviv; ancien Ambassadeur israélien aux États-Unis et ex- négociateur en chef d'Israël avec la Syrie

Fidel V. Ramos

Ancien Président des Philippines

Lord Robertson of Port Ellen

Ancien Secrétaire Général de l'OTAN; ancien Secrétaire d'État à la Défense, Royaume-Uni

Mohamed Sahnoun

Conseiller spécial auprès du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique

Ghassan Salamé

Ancien Ministre, Liban; Professeur de relations internationales à Paris

Salim A. Salim

Ancien Premier Ministre tanzanien, ancien Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine.

Douglas Schoen

Partenaire Fondateur de Penn, Schoen & Berland Associates, États-Unis

Pär Stenbäck

Ancien Ministre des Affaires étrangères, Finlande

Thorvald Stoltenberg

Ancien Ministre des Affaires étrangères, Norvège

Grigory Yavlinsky

Président du Parti Yabloko, Russie

Uta Zapf

Présidente du sous-comité pour le désarmement, le contrôle et la non-prolifération des armes, du Bundestag

Ernesto Zedillo

Ancien Président du Mexique; Directeur du Yale Center for the Study of Globalization

CONSEIL GÉNÉRAL INTERNATIONAL

Le Conseil Général International est constitué de donateurs privés qui contribuent régulièrement, par leur savoir et leur expérience, aux activités de Crisis Group.

Rita E. Hauser (Présidente)

Marc Abramowitz

Anglo American PLC
APCO Worldwide Inc.

Patrick E. Benzie

BHP Billiton

Harry Bookey and Pamela Bass-Bookey

John Chapman Chester

Chevron

Companhia Vale do Rio Doce

Peter Corcoran

Credit Suisse

John Ehara

Equinox Partners

Konrad Fischer

Iara Lee & George Gund III
Foundation

Jewish World Watch

JP Morgan Global Foreign
Exchange and Commodities

George Kellner

George Loening

Douglas Makepeace

Anna Luisa Ponti

Michael L. Riordan

Sarlo Foundation of the Jewish
Community Endowment Fund

Tilleke & Gibbins

Baron Guy Ullens de Schooten

Stanley Weiss

Westfield Group

Woodside Energy, Ltd.

Don Xia

Yasuyo Yamazaki

Sunny Yoon

CONSEILLERS

Les Conseillers sont d'anciens membres du Conseil d'Administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et qui sont ponctuellement sollicités pour apporter leurs conseils et leur soutien à Crisis Group

Zainab Bangura

Christoph Bertram

Jorge Castañeda

Eugene Chien

Gianfranco Dell'Alba

Alain Destexhe

Marika Fahlen

Stanley Fischer

Malcolm Fraser

Max Jakobson

Mong Joon Chung

Allan J. MacEachen

Barbara McDougall

Matt McHugh

George J. Mitchell

Cyril Ramaphosa

Michel Rocard

Volker Ruehe

Simone Veil

Michael Sohlman

Leo Tindemans

Ed van Thijn

Shirley Williams

Juin 2006